14e année
numéro 274

10 Juillet 1938
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne* 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

TÉL. : **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 274

(10 juillet 1938)

Où va la Russie des Soviets ?

Les procès de Moscou qui se sont succédé ont jeté l'effroi et la stupeur dans le monde entier.

Avec un éclat inexorable ils ont posé à nouveau devant la conscience des hommes qui souffrent et qui pensent les grands problèmes de l'essence et des voies du socialisme et de la révolution.

S'il avait été encore nécessaire de prouver devant le monde que le parti communiste dans sa tactique et dans sa théorie, malgré l'énorme et incontestable mérite historique de l'initiative et de l'énergie révolutionnaires, avait des défauts fondamentaux, ces procès en auraient apporté la preuve finale.

Toutefois, dans le présent article, je ne veux pas soumettre ces grands problèmes doctrinaux et moraux à une analyse plus détaillée; je veux envisager des questions pratiques. Sur quoi repose dans le domaine social ce règlement de comptes sanglant et déshonorant ? Quelles seront les conséquences politiques de ces procès ? S'agit-il seulement de liquidation de la révolution (cette liquidation me paraît tellement manifeste que je tiens pour superflu de la prouver dans cet exposé) ou bien y a-t-il aussi destruction de la position de la Russie en tant que grande puissance, profondément ébranlée par les récents procès ?

Pour pouvoir répondre à ces interrogations on doit soumettre à une analyse critique l'aspect historique de la grande révolution russe.

La révolution sociale en Russie est terminée. Les grands agrariens, la bourgeoisie, même la masse des petits capitalistes campagnards et des commerçants, sont détruits. Dans les grandes lignes les antagonismes sociaux et politiques d'autrefois sont éliminés : par contre, de nouveaux conflits ont surgi. La lutte se déroule à présent dans les deux domaines suivants : 1) *Entre la nouvelle couche sociale dominante et la véritable masse du peuple travailleur;* 2) *Entre les différents groupements formés au sein de la nouvelle couche dominante.*

La véritable masse du peuple, c'est-à-dire les ouvriers et les paysans, se sent trompée dans son attente quant aux résultats de la révolution. Evidemment, il n'existe plus à présent de grands agrariens et de bourgeoisie. Par contre, ouvriers et paysans sentent la pression qu'exerce la nouvelle classe exploiteuse, la bureaucratie soviétique, qui tient en ses mains toute l'économie étatisée. Le capitalisme privé est liquidé; toutefois, ce n'est point le socialisme qui a triomphé, mais le capitalisme d'Etat. C'est cela que sentent les masses, c'est de là que provient d'ailleurs leur profond mécontentement. C'est lui qui alimente en réalité les « oppositions de gauche » de toutes nuances. Mais les masses désappointées sont passives dans le domaine politique. Elles mènent leur lutte contre le régime issu de la révolution uniquement pour des « détails » d'ordre immédiat et n'ont pas la force de rendre *politique* ce combat. C'est à cela qu'est due d'ailleurs la faiblesse actuelle de tous les groupements de gauche. Il serait toutefois erroné de perdre complètement de vue la pression générale que les masses exercent par leur « résistance passive » permanente sur l'ensemble des cadres du parti et de l'Etat.

La situation est tout autre au sein de la couche sociale dominante. Une lutte acharnée se déroule entre les véritables seigneurs du « peuple des Soviets ». Tout est mis en question : il s'agit de l'héritage de la révolution. Trois groupes s'affrontent dans cette lutte : la bureaucratie communiste, la bureaucratie « sans parti » et la hiérarchie ecclésiastique.

Sur quelles forces sociales s'appuient-elles et quels sont leurs rapports mutuels ?

La *bureaucratie du parti* domine, à travers le parti communiste, le seul parti existant dans le pays, les syndicats et autres organisations de masse; elle a l'hégémonie sur tous les cadres de l'Etat et la prépondérance dans l'économie; elle a entre ses mains le monopole du pouvoir politique.

La ureaucratie « sans parti » comprend les différents cadres de l' « intelligentsia » du pays; son contingent principal est formé par les intellectuels techniciens. Ce fait est très important, car il correspond à l'hégémonie sur la direction immédiate du processus de la production proprement dit; c'est à eux que les ouvriers sont directement subordonnés. L' « intelligentsia » est aussi dirigeante dans le domaine de la science, de la littérature, des arts. Elle a dressé ses propres organismes corporatifs à travers les sections autonomes de I.T.R. (ingiéniernyié-technitcheskié-rabotniki = ingénieurs, techniciens et travailleurs). L'abréviation « Itéer » résonne aujourd'hui dans la Russie des Soviets presque avec autant d'orgueil que jadis le mot « soviet ». L'Europe occidentale aura encore l'occasion de s'en rendre compte.

Cette bureaucratie « sans parti » occupe également une place importante dans les cadres de l'Etat et même dans l'armée. Elle peut aussi compter sur le soutien d'une des organisations les plus puissantes de la Russie nouvelle : *l'Eglise.*

Malgré que l'Eglise ait une attitude soi-disant apolitique et qu'elle soit prête à collaborer avec le régime stalinien, elle se rapproche assez de la bureaucratie « sans parti ». Il importe aussi de constater l'accroissement de son influence, qu'il faut attribuer au désappointement que les masses populaires éprouvent quant à l'issue de la révolution.

J'ai pu observer, au cours des dernières années de mon séjour en U.R.S.S., lorsque j'exerçais une fonction dans l'industrie, que les ingénieurs orientent volontiers le mécontentement des ouvriers contre la bureaucratie communiste et rendent celle-ci responsable de toutes les difficultés. Il se forme graduellement un « front unique » entre les bureaucrates « sans parti » et la classe ouvrière (à plus forte raison avec les paysans) *contre les communistes.*

Ce front unique constitue *une des conséquences les plus remarquables du plan quinquennal :* l'industrialisation et la collectivisation étant réalisées, la mission historique de la bureaucratie communiste semble achevée; elle devient un obstacle à la continuation de l'évolution du pays. C'est surtout la bureaucratie communiste qui est haïe dans le pays. Aux yeux de la masse travailleuse, elle apparaît comme étant la pire exploiteuse. Elle est entrée dans une phase d'isolement de plus en plus accentué. Sa rivale plus dangereuse, la bureaucratie « sans parti », entame dans le silence la lutte contre le monopole du pouvoir politique acquis aux communistes.

Staline voulut tout d'abord remédier à cette situation par la nouvelle Constitution. Sous prétexte d' « égalité de droits », cette constitution devait réconcilier les groupements rivaux au sein de la couche dominante. Les « sans parti » auraient reçu les mêmes droits que les bureaucrates du parti; mais simultanément les ouvriers et les

paysans auraient été dépossédés de leurs droits. En effet, la nouvelle Constitution a même, formellement, enlevé aux ouvriers leurs privilèges électoraux, qu'ils ne possédaient en réalité depuis longtemps que sur le papier. L' « intelligentsia » de la technique et les intellectuels, qui, auparavant, étaient flétris comme des survivants de la « classe bourgeoise », se sont vu, d'après la Constitution, reconnaître le titre de faire partie du « peuple sans classes des Soviets ».

Pour mieux mettre en évidence la tendance à la réconciliation, la Constitution nouvelle accorda les droits électoraux même aux prêtres, aux ci-devant nobles et « bourgeois ». L'ancienne idéologie patriotique, ressuscitée et ornementée de phraséologie russo-soviétique, devait souder la nouvelle unité nationale.

A la lumière des procès qui suivirent alors, toute la tentative de réconciliation, arrangée avec grand style par Staline, doit être considérée comme ayant échoué. Il y a bien des raisons à son échec. La cause principale est que Staline lui-même présenta la Constitution comme une manœuvre, une tromperie. L'égalité politique des bureaucrates sans parti et communistes fut bien solennellement proclamée. La portée historique de cette déclaration de principes ne doit pas être sous-estimée. Mais, pour le moment, dans la réalité, rien n'a été changé. En effet, par l'introduction de l'article 126 dans la Constitution, le monopole du parti communiste dans chaque organisme de base de l'Etat était affirmé, démasquant ainsi le caractère purement décoratif de l'égalité.

La bureaucratie « sans parti » ne pouvait pas se considérer satisfaite, étant donné la situation actuelle, particulièrement favorable pour elle, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Cela était d'autant plus vrai que les milieux de ce que l'on appelle l' « opposition de droite » et le corps des officiers de l'armée rouge intervinrent pour des concessions plus réelles aux éléments non communistes du pays. La société soviétique commençait à connaître un conflit interne.

Là-dessus, Staline eut recours aux procès. Il espère ainsi triompher de son isolement critique, intimidant ses adversaires dans le parti et en dehors de celui-ci. Pourtant, chaque nouveau procès démontre que la méthode lui réussit de moins en moins. Il augmente plutôt, par ces procès, le nombre de ses adversaires et facilite leur rapprochement. Chacun sent de plus en plus que rien ne peut être aussi indigne et sans honneur que ce gouvernement. L'heure vient du bloc thermidorien caractéristique allant des extrêmes gauches aux extrêmes droites...

Mais n'y a-t-il en cela rien d'exagéré ? Tournons-nous vers les « faits ».

Le premier procès en août 1936, contre Zinoviev et Kaméniev, fut monté d'une façon encore assez « respectable ». Il fut arrangé comme un procès contre l'opposition de gauche; il était dressé contre de soit-disant ennemis de la démocratisation de la Russie par la nouvelle Constitution, contre les adversaires de l'entrée dans la S.D.N. et la « tactique du Front populaire » à l'étranger.

Mais dans la Russie des Soviets, l'opposition de gauche est très faible; pourquoi donc provoquer à cause d'elle un scandale mondial ? Visiblement, quelqu'un d'autre était visé par ce procès. Il devait servir de signal d'avertissement aux éléments actifs en politique, aux dangereux « oppositionnels » de droite, aux bureaucrates « sans parti ».

Mais il eut d'autres effets que ceux espérés par Staline. Il ne fit que compromettre plus encore le parti communiste et accroître les appétits des « bolcheviks sans parti ».

Les événements eux-mêmes semblaient prédestiner l'armée rouge à jouer le rôle d'arbitre entre les groupements rivaux. Cette armée, issue de la révolution, devait offrir à la bureaucratie du parti une garantie suffisante contre une restauration des gardes blancs; par contre, elle pouvait assurer aux bureaucrates sans parti une égalité réelle, étant elle-même au-dessus des partis. En cas de nécessité, l'armée pouvait garantir enfin à l'ensemble de la couche sociale dominante le maintien de « l'ordre ». C'est là que s'enracine le bonapartisme soviétique. Le danger de guerre augmente ses chances de succès. Par l'exécution de Toukhatchevski et consorts, Staline n'a pas supprimé le péril d'un 18 Brumaire : en effet, les jeunes dirigeants de l'armée et de la flotte peuvent se proposer comme but ce que Staline attribuait au groupe à présent décapité.

Que va-t-il se produire ?

Il n'est pas exclu que Staline lui-même, au dernier moment, établisse la réconciliation des deux groupes rivaux. En tout cas, jusqu'à présent, il a montré beaucoup de capacités pour ériger un bonapartisme.

Mais s'il s'avère incapable de faire « le dernier pas », il montera probablement comme le dernier « trotskyste » dans la charrette conduisant à la guillotine. Car, historiquement, la Russie va au devant d'une dictature de la bureaucratie réconciliée, *avec ou sans Staline*.

La troisième éventualité, suivant laquelle Staline démolira et corrompra si fort tout l'appareil de l'Etat, que la Russie perdra sa position de grande puissance et deviendra la victime d'un ennemi agresseur, nous paraît peu probable. La nouvelle couche régnante a montré, au cours de vingt ans de révolution, tant de force vitale et de décision, dans les moments plus critiques encore que la situation d'aujourd'hui, bien que, actuellement, il soit incontestable que la Russie soit affaiblie, qu'elle parviendra en fin de compte à triompher de cette crise.

A. CILIGA.

EN TUNISIE

Le sang rapporte...

Dans la R. P. *du* 25 *mai, nous avons donné les bénéfices fabuleux réalisés en* 1937 *par les compagnies tunisiennes de Djerissa et Gafsa, dont les grévistes avaient été massacrés, cette année-là même, par les troupes policières de M. Blum et de son successeur, parce qu'ils réclamaient avec énergie une augmentation de salaires.*

Un troisième massacre de grévistes avait également eu lieu en Tunisie, en cette même année, sous le premier ministère Blum, celui des ouvriers de la Compagnie des phosphates de M'Dilla : 3 tués. Cette compagnie vient, à son tour, de publier ses comptes : elle a, en 1937, *l'année du massacre, presque doublé ses bénéfices par rapport à l'année précédente :* 11.617.000 *francs de bénéfices net, au lieu de* 6.617.000 *francs en* 1936.

Ce bénéfice de 11 *millions représente* 27% *du capital!*

R. L.

RÉPONSE A STYR-NHAIR

L'organisation du défaitisme

Il est toujours pénible d'être dans l'obligation de se dresser contre un camarade qui a passé, durant un mouvement de guerre et de révolution, plus d'une année à vos côtés, qui a soutenu le même point de vue et adopté une position identique; qui vous a défendu contre les insultes de camarades ignorants de la situation ou contre des partisans aveugles. Surtout lorsqu'il s'agit de quelqu'un moralement intègre. De quelqu'un, enfin, que l'on estime.

C'est pénible mais nécessaire; en pareil cas, tout doit passer avant l'amitié. Et c'est pourquoi je me vois, aujourd'hui, contraint à relever l'article de Styr-Nhair, paru dans la *R. P.* et intitulé « L'organisation de la défaite » (1). Je le ferai d'ailleurs sur le ton qui convient à la discussion courtoise entre compagnons.

Quelle défaite fut « organisée » ?

D'une manière générale, nous pouvons déclarer que cet article contient surtout, en plus de certaines *inexactitudes* et *contradictions* flagrantes, des *exagérations* en outre qu'il constitue, dans l'ensemble, une *grave imprudence* — pour ne pas dire plus.

D'abord, le titre : « L'organisation de la défaite ». De quelle défaite s'agit-il ? La défaite de quoi ? La défaite de qui ?

Défaite de la Révolution ? C'est le sens dans lequel l'entendent certainement les camarades de l'étranger. Or, est-ce que Styr-Nhair s'est imaginé un seul instant qu'il y eût véritablement révolution ? Il sait fort bien que non. Il y eut seulement un mouvement contre la « révolution » — entendez réaction — que voulaient réaliser les généraux rebelles au service du grand capitalisme. Dès le premier jour, les anarchistes espagnols ont pris position contre le fascisme *car ils savaient que le fascisme était la fin de tout,* et ils ont continué dans cette voie, effectuant, évidemment, chemin faisant, de nombreuses réalisations à caractère révolutionnaire.

Cette thèse — la seule vraie, malgré tout le battage inconsidéré organisé par quelques « canards » de l'étranger autour de la « Révolution espagnole » — Styr-Nhair l'a soutenue et défendue fermement avec moi. *Et ce n'est pas lui qui me démentira.* Il n'a jamais cru, surtout en de telles conditions, à la possibilité d'une révolution libertaire *intégrale.* Qu'il ne nous parle donc pas de défaite.

Défaite militaire ? Alors, là, rien n'est moins prouvé.

Inexactitudes et contradictions.

La débâcle. — Styr-Nhair fait erreur lorsqu'il parle de la débâcle du front d'Aragon : il y eut recul militaire et, disons-le, effondrement du front, *mais non débâcle.* Les attaques des fascistes furent menées avec une supériorité de matériel écrasante. Tanks, artillerie, avions, le tout fourni abondamment et, directement ou non, par les Italiens et les Allemands. (Certaines de ces attaques furent faites, paraît-il, à l'aide de 70 canons et de 60 avions *par kilomètre de front.*) Le mot débâcle est faux : il n'y eut ni débâcle ni débandade. Et, en peu de temps, les fascistes furent contenus et ne purent dépasser certaines lignes. Principalement parce que la différence de matériel avait été comblée.

Affaire du « Canarias ». — On aurait pu, dit Styr-Nhair, envoyer le « Canarias » au fond de l'eau, le jour où il fut si sérieusement endommagé par l'artillerie républicaine, mais « on cessa le feu ». C'est exact, mais c'est — ainsi que le reconnaît Styr-Nhair — parce que la flotte anglaise était là. Ce sont les Anglais qui ont sauvé le « Canarias ». Alors, parce que le « Canarias » fut sauvé par les Anglais, le gouvernement espagnol en aurait la responsabilité? Ce serait un peu fort!

Les antifascistes espagnols ont assez à lutter, sur divers fronts, contre plusieurs puissances, sans encore se mettre ouvertement les Anglais à dos pour un navire.

Les accords de Nyon. — Styr-Nhair déclare que « c'est Londres qui a inventé les accords de Nyon pour bloquer la flotte républicaine et soviétique dans Odessa ». Rappelons, en passant, que les Russes ont refusé de faire faire par leurs marins le contrôle dans le golfe de Biscaye, parce que la navigation dans ce secteur était fort difficile. D'autre part, Odessa, autant que je sache, est seulement un port de commerce.

Bombardements. — Mais où Styr-Nhair se montre le plus éloigné de la vérité, c'est lorsqu'il nous parle des bombardements. Là, alors, presque tout est à contester :

a) Si les bombardements furent presque toujours effectués sur la Barcelonnette, l'un des faubourgs les plus ouvriers de Barcelone, c'est que ce quartier est situé au bord de la mer et près d'objectifs importants (ce n'est pas trahir un secret que de parler notamment du voisinage de la gare de France). Quand les avions fascistes viennent bombarder, ils ont à se protéger contre les canons anti-aériens, et c'est pourquoi, souventes fois, ils exécutent cette besogne sans s'attarder et sans trop s'aventurer au-dessus de la ville. L'explication vaut pour la plupart des quartiers ouvriers proches de la mer.

b) Le non-bombardement des ministères ? Faux encore. Styr-Nhair veut-il que je lui rappelle le bombardement du ministère des Finances (au cours duquel périt, alors qu'il venait de nous voir, le camarade Senador Coyne, ancien milicien de la colonne Durruti) ?

Et le bombardement du ministère de l'Air ? Et le ministère de la Guerre qui reçut trois bombes? Si je pouvais, sans aider l'ennemi, fournir plus de précisions, je le ferais immédiatement et sans mal.

c) La coïncidence de la manifestation communiste du 15 mars pour la poursuite à outrance de la guerre, avec le commencement du bombardement ? — Ça frise le comique. Voyez-vous le gouvernement avertir les avions de Franco d'avoir à venir immédiatement (puisque la manifestation fut décidée en toute hâte) pour disperser une manifestation communiste ? Ce n'est pas sérieux.

d) En ce qui concerne le bombardement de la Généralité, il est vrai que celle-ci ne fut pas touchée, mais si Salamanque ne fut pas touchée davantage par les avions républicains, c'est pour la très simple raison qu'il est plus facile aux fascistes de venir de Palma de Majorque sur Barcelone qu'aux antifascistes d'aller bombarder la capitale factieuse — sans compter la raison humanitaire qui retient les « loyaux » et les fait hésiter à s'attaquer à des villes ouvertes et à des populations sans défense

e) Mais à tous ces bombardements n'atteignant pas tels ou tels bâtiments importants, il est une explication beaucoup plus simple encore : il est établi que les avions, afin de se protéger de la D.C.A. et les avions de la défense, bombardent à une hauteur moyenne de 5 kilomètres et demi. *Comment vont-ils viser à cette hauteur ?* Si un objectif intéressant est atteint, tant mieux! Et sinon, ce seront les populations civiles qui souffriront, ce qui contribuera à jeter le trouble. Et même, personne ne sera touché — ça arrive — mais la tâche des aviateurs sera accomplie. On n'a pas volontairement bombardé tel ou tel ministère ? Bon. Mais, alors, à ce compte-là, nous aussi, à la « Casa C.N.T.-F.A.I. », nous serions des privilégiés puisque l'édifice n'est pas détruit et que ce n'est qu'à 50 mètres qu'est tombée la bombe la plus proche, brisant seulement quelques vitres. Styr-Nhair va-t-il déclarer que, nous aussi, nous avons des accointances avec les factieux ?

f) Je ne veux pas dire que des défections ne

---

(1) Voir la *R. P.* des 10 et 25 mai.

se soient pas produites, qu'on n'ait pas eu à noter d'imprévoyances. Il est évident que la protection était peu efficace au mois de mars. Mais c'était encore la période de la surprise. Contre de nouveaux moyens d'attaque on emploie de nouveaux moyens de défense plus perfectionnés. Les anti-aériens sont maintenant nombreux et des refuges ont été construits ou sont en construction.

Styr-Nhair, d'ailleurs, reconnaît lui-même : « Barcelone est difficile à protéger contre les attaques aériennes à cause de la mer; les appareils de signalisation sonore enregistrent tous les mouvements d'avions de Palma, mais ils ne peuvent les suivre. De là, l'irrémédiable surprise. » Alors? Si Barcelone est difficile à protéger, pourquoi attribuer tant de mauvaise volonté à ceux qui doivent protéger la ville ?

g) Styr-Nhair s'étonne qu'on ait laissé une fonderie à proximité de gazomètres qu'elle éclaire au moment de la coulée, mais gazomètres et fonderies ne peuvent être déplacés, — naturellement! Peut-on éteindre les fonderies ? D'ailleurs, il est des nuits, à Barcelone, où il fait aussi clair qu'en plein jour; les fonderies ne facilitent donc en rien la sinistre besogne de Franco et de ses alliés.

Les exagérations.

Elles sont nombreuses.

Qu'il y ait eu des trahisons, nul ne le contestera : les fascistes incrustés continuent leur sale besogne tant qu'on n'arrive pas à les découvrir. On ne va pas, non plus, modifier le tempérament de certains politiciens. Mais, malgré tous ses efforts, Styr-Nhair n'a pas pu répondre affirmativement à la question qu'il pose : Le gouvernement a-t-il accepté la honteuse mission d'acheter la paix en Espagne par sa propre défaite?

L'espionnage. — Tout comme Styr-Nhair, nous savons qu'il y a des espions. Le contraire surprendrait. A qui va-t-il apprendre que l'espionnage se pratique sur une large échelle ? Comme si nous ne le savions pas. Quant à affirmer que les espions puissent immédiatement prévenir de la concentration dans une caserne de recrues prêtes à partir au front, je suis loin d'en être aussi certain que lui. Tout est mis en œuvre pour lutter contre l'espionnage. Si Styr-Nhair était mieux renseigné, il saurait que, d'après les dernières indications que nous possédons, à la Carcel Modelo, pour deux prisonniers nouveaux qui *se déclarent antifascistes*, il entre seulement *de 30 à 40 fascistes*. C'est ainsi que, d'après notre camarade Félix Danon qui, aussitôt son acquittement, a été libéré après une détention d'une année (détention pour laquelle la bêtise administrative existant dans tous les pays eut sa large part de responsabilité), on rencontre à la Carcel Modelo toute une légion d'avocats, de médecins, de juges, d'officiers supérieurs, de professeurs, d'éditeurs, etc., suspectés de travailler pour Franco.

La frayeur. — Bien sûr que les organisations syndicales furent sur le pied de guerre au début de mars, mais quoi de plus naturel, alors que l'on s'attendait à un coup de main de la « cinquième colonne » profitant de l'avance de Franco et de la stupeur occasionnée par les terribles bombardements ? Quoi de surprenant ?

A propos de cette frayeur des premiers jours, à laquelle Styr-Nhair fait allusion, n'est-elle pas très compréhensible, du moment qu'on ne sentait aucune mesure de protection efficace contre les terribles moyens employés ? Mais que Styr-Nhair revienne ici et il trouvera du changement.

Styr-Nhair s'étonne qu'au lendemain des bombardements, les agents gouvernementaux se soient mis à « révéler crûment les pertes et les désastres », mais les Républicains se sont, disons-le, toujours attachés à déformer le moins possible la vérité; d'autre part, pas mal de fascistes avaient conservé leurs places, et il y en a encore certainement. *Le travail d'épuration est un travail de longue haleine.*

« La Catalogne est destinée à l'écrasement », ajoute Styr-Nhair d'un ton sûr. Ce n'est point prouvé. Et voici notre pessimiste prenant la défense de l'Allemagne contre l'Angleterre, comme si les deux empires ne se valaient pas à certains points de vue.

La misère. — Le prix de la vie a augmenté, d'accord. Et après ? A-t-on vu des périodes de guerre sans recrudescence de misère ? La vie chère ? Mais les commerçants sont toujours des commerçants. Il est dans la norme qu'ils cherchent à profiter des circonstances.

Il est beaucoup de gens qui mangent bien et facilement. D'autres qui sont astreints à des privations. Allons, mais est-ce que chacun ne le sait pas ? C'est humain, malheureusement ! Un mot seulement, pour rappeler l'œuvre si pleine d'espoirs des « Comedores Populares » où pour un prix modique de 5 ou 10 pesetas, on mange à sa faim. C'est une réalisation encore incomplète, mais elle existe.

La militarisation. — J'en parlerai à peine, rappelant cependant amicalement à Styr-Nhair qu'il l'a défendue avec ardeur et fort nettement — les textes sont là. Or, ce n'était, début 1937, que le commencement de ce qui s'accomplit maintenant sur une plus large échelle.

Puis, une vaste dissertation sur la qualité des oranges (elles sont pailleuses), les queues, les réfugiés, les prisonniers, les volontaires étrangers, autant de points qui, s'ils contiennent des vérités, contiennent également des exagérations.

Pour ce qui reste des prisonniers, nous devons reconnaître avec Styr-Nhair que beaucoup ne sont pas intéressants et proviennent de certaine pègre qui s'est abattue sur l'Espagne et à laquelle il fait allusion. Mais ajoutons que, pour les puissances antifascistes, il y a des comités élus par les prisonniers eux-mêmes et *reconnus par la Direction* (nous parlons de la Carcel Modelo); d'autre part, *aucune sanction disciplinaire n'est prise contre ces prisonniers, sauf l'expulsion de la galerie antisfasciste ordonnée par le Comité des prisonniers lui-même.*

La méfiance. — Dans ce chapitre, notre désillusionné brosse un tableau toujours aussi noir de l'état d'esprit de la population. Il est évident que les guerres ne plaisent jamais. Même si elles sont à teinte révolutionnaire. Il est normal qu'on aspire à en voir la fin. *Mais pas forcément par n'importe quel moyen.* En Catalogne, notamment, Franco ne vaincrait *qu'en démolissant tout*, et nous n'en sommes heureusement pas encore là.

Quant aux dépôts d'armes qui, d'après Styr-Nhair, sont répartis dans Barcelone, il serait intéressant qu'il précise : c'est une chose qui nous intéresse au premier chef, surtout si nous sommes appelés — ainsi qu'il l'affirme — à nous décimer entre nous. Mai 1937 semble pourtant nous avoir appris à songer un peu plus au véritable ennemi.

En ce qui concerne le gouvernement, même s'il va « se terrer » à Montserrat, je n'y trouve rien à redire. Sans discuter de la qualité de ses membres, serait-il préférable d'exposer inutilement ceux qui tiennent les leviers de commande? Au contraire; je trouve même que certaines organisations syndicales, certains comités (à commencer par le Comité Régional et le Comité National de la C.N.T.) ne sont pas assez prudents et restent trop exposés au danger.

La terreur. — La « gigantesque terreur », dont Styr-Nhair nous menace, elle existe surtout, ce me semble, dans son imagination. « Au point où en sont les choses »... Qu'il se rassure. Il est regrettable qu'il nous ait quittés, mais la résistance n'est point terminée et la défaite ne semble pas tellement proche. Bien au contraire.

Politique intérieure et extérieure. — Et la collaboration de la C.N.T. avec le gouvernement ? Va-t-il la condamner alors qu'il en était récemment partisan? Mais c'est une autre histoire. Je ne crois pas que Styr-Nhair ait si rapidement changé d'avis.

Un mot seulement pour la haute politique internationale dont il nous entretient. Peut-être, souventes fois, les Espagnols font-ils preuve d'une prétention démesurée, d'un orgueil exagéré. Beau-

coup, parmi eux, « se croient quelqu'un », comme on dit en France, mais cela n'est pas spécial aux Espagnols. Qui sait ! Si la France est embarquée dans un conflit, *l'Espagne sera peut-être le coin le plus tranquille.* Soit dit sans garantie, bien entendu.

La grave imprudence

Styr-Nhair peut avoir des rancœurs, des désillusions, oui; *mis il est des choses qu'il faut taire,* n'en déplaise à ceux qui déclarent que nous devons dire *toute* la vérité.

Nous ne voulons point entreprendre, ici, une défense du gouvernement républicain : il est assez grand pour se défendre lui-même, et ce n'est point spécialement notre affaire. Pourtant, Styr-Nhair doit se souvenir qu'en l'attaquant de cette manière, il attaque la C.N.T. puisque celle-ci en fait partie. Il touche à l'organisation à laquelle il appartenait hier encore. Ça, c'est plus grave. Et je ne puis arriver à croire que Styr-Nhair, qui a toujours défendu la C.N.T. et la F.A.I., veuille consciemment faire le contraire. Il est des gens bas qui, après avoir profité amplement des organisations, après les avoir sucées, ne savent que les critiquer. Styr-Nhair, non seulement ne fut pas un profiteur, mais encore n'est pas de cette classe.

Quelques réflexions

A travers l'article de Styr-Nhair suintent des traces de frayeur. Il semble que perce l'affolement. Il ne s'en cache d'ailleurs pas : il le reconnaît quand il déclare avoir fait 4 km. 500 dans un tunnel, une lampe électrique à la main, pour s'éloigner de Barcelone et chercher refuge chez les quakers. Le lecteur, même non averti, comprend l'état inquiet de Styr-Nhair en mars dernier, au moment des intenses bombardements, conjugués avec l'avance de Franco.

Je ne critique d'ailleurs pas; je constate. L'émotivité est très humaine et très excusable, surtout lorsqu'elle est provoquée par les terribles bombardements qui firent, à ce moment, tant de victimes à Barcelone.

Sans vouloir jouer au héros, je ne me suis jamais effrayé au même degré que Styr-Nhair. Peut-être suis-je de ces fatalistes auxquels il fait allusion. Pourtant, certains bombardements ne me laissèrent pas complètement insensible, — notamment, ayant le cœur très fragile, quand j'entends le sifflement de la bombe dégringolant aux alentours. Mais la raison est là, malgré tout. A quoi bon s'affoler ! Question de tempérament qui ne se discute pas.

Styr-Nhair est parti. Il ne fut d'ailleurs pas le seul. D'autres, effrayés, ont quitté aussi, alors qu'on devait, avant tout, *même en cas de déroute* — ce qui ne fut pas le cas — assurer la retraite et penser aux archives. Il en est même qui affichaient un « révolutionnarisme » à outrance et qui ont pris le même chemin.

D'une manière générale, car je ne parle pas particulièrement pour Styr-Nhair, j'estime qu'il est vraiment trop facile d'épouser la position révolutionnaire quand les choses vont bien et que le danger est loin, pour, ensuite, reprendre la tactique individualiste du « je me débrouille d'abord » quand les choses tournent mal. Personnellement, c'est un individualisme dont je ne m'accommode guère. Qu'on ne justifie pas son départ par des exagérations et des notes alarmistes qui ne peuvent que nuire au succès antifasciste. Ce n'est pas au moment où ceux d'ici ont besoin de rassembler toutes les énergies, qu'il convient — alors qu'on s'est tiré d'affaire (très provisoirement peut-être) — de développer des critiques défaitistes.

Qu'il le veuille ou non, je le répète, en attaquant le gouvernement républicain et les antifascistes en général — car c'est les attaquer que prédire une proche défaite — il moleste la C.N.T. et la F.A.I., et montre le chemin à d'autres qui feront certainement preuve de moins de délicatesse.

Croit-il que, pour ma part — et même à la C.N.T. — je n'aie rien à dire ? Que je n'aie aucun motif de protestation ? J'en ai, au contraire, beaucoup. C'est avec tristesse, par exemple, que je vois des humiliations infligées à des militants par certains jeunes gens. Mais je me tais. Il sera toujours temps, si besoin est, d'en parler une fois la bagarre terminée. Il m'arrive également de songer à nos camarades, qu'il s'agisse — pour les Français — de Cottin, de Colombet, de Boudoux, de Georgette et de tant d'autres abattus au front par les fascistes, et de constater en même temps l'arrogance de prétentieux à l'abri. Peut-être même, certains se sont-ils enrichis, en faisant de très loin la guerre et la Révolution ? Mais c'est là l'histoire de tous les mouvements à caractère révolutionnaire.

Je le répète : *je me tais.* Même s'il est des critiques fondées — et il y en a — *ce n'est pas le moment de les livrer à la publicité.*

Car le plus courageux, en certaines circonstances, n'est pas de parler ou d'écrire : *c'est de se taire.* Plutôt que de servir au fascisme en contribuant à semer le découragement parmi nous. Comme si les camarades d'ici n'avaient pas, suffisamment souvent, des moments de lassitude et de dépression ! Mais moments qu'ils surmontent, pour repartir de plus belle.

Le défaitisme.

Styr-Nhair peut être certain d'un facile succès; s'il le désire il aura l'hospitalité de tous les organes défaitistes. De ceux qui, consciemment ou non, contribuent à nous tirer dans le dos. D'autres critiques ont été formulées mais beaucoup plus bassement, plus vilainement, et par des gens qui ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre. A celles-là nous n'avons même pas répondu. Si nous répondons à Styr-Nhair, c'est que ses observations ne présentent ni le même caractère ni la même origine.

Il aura néanmoins les honneurs de tous les organes d'opposition systématique et ses écrits seront reproduits par eux; ainsi, il contribuera, même involontairement, à nous atteindre. *Or, c'est ainsi que s'organise le défaitisme.* J'écrivis déjà un jour quelque chose contre la « critique systématique » — ce qui me valut une avalanche de boue. Styr-Nhair était alors en parfait accord avec moi et me défendit avec loyauté.

Sincèrement, je ne crois pas à la possibilité d'un succès de Franco — ou des gens pour qui il travaille. Trop d'intérêts sont en jeu. Mais, s'il arrivait à triompher, ce serait bien, en grande partie, grâce à la démoralisation créée et entretenue par les défaitistes de l'étranger — de quelque étiquette qu'ils se parent. Et inconsciemment, et sans penser à mal, Styr-Nhair, en écrivant comme il l'a fait, facilite leur tâche — *la tâche de ceux qui plantent leur poignard dans les épaules des camarades espagnols.*

Qu'il y réfléchisse profondément et, le connaissant, je suis sûr qu'il sera le premier à vouloir réparer le mal qu'il a pu déjà commettre.

FERNAND FORTIN.

(*Barcelone, le* 13 *juin* 1938.)

LES VERITES FONDAMENTALES

A la veille de chaque remaniement général de la société, le dernier mot de la science sociale sera toujours :

Le combat ou la mort ; la lutte sanguinaire ou le néant. C'est ainsi que la question est invinciblement posée. **(George Sand)**

KARL MARX

(Misère de la Philosophie)

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

L'AFFAIRE GARNIER-DAVID

Maintenant que me voilà libre...

Me voilà libre après deux mois de prison.

Deux mois trop courts pour les colonisateurs, qui espéraient bien que la justice bourgeoise me « salerait ».

Ils ont dû déchanter. Mais, malgré la vague de réprobation qui soulève tout ce que la France compte de syndicalistes, ils n'en gardent pas moins la même attitude à l'égard de David.

En traçant ces quelques lignes pour les lecteurs de la *R. P.*, je veux leur rappeler que David va comparaître devant la cour d'assises, sous l'inculpation de meurtre !

Il peut être condamné à des années de prison !

Or, aucune preuve formelle, aucun témoignage digne de foi n'a pu être recueilli par la justice, mais seulement — et uniquement — le témoignage de trois Nord-Africains, soudoyés par un individu dont la raison de vivre est d'assouvir sa haine.

Ce sont ces trois soi-disant témoins qui m'ont accusé, et c'est en parlant de l'un d'eux qu'un *commissaire de police,* répondant au président de la 3e Chambre correctionnelle, disait :

« *Cet individu, de l'endroit où il se trouvait, n'a pu rien voir,* et le drame a été si rapide (c'est toujours le commissaire qui parle) qu'il n'a pu, même un instant, quitter le chantier et y revenir. »

Si j'insiste sur ce point, c'est pour montrer la faiblesse de l'accusation.

Et, à présent, que l'on me permette de souligner l'attitude des dirigeants de la Fédération du Bâtiment à mon égard.

Ne pouvant m'évincer sur le terrain syndical, ils ont cru bon d'employer leur arme préférée : la calomnie.

Ils m'ont accusé d'avoir, au début de 1936, reçu de leurs mains une somme de mille francs par mois, alors que je me trouvais dans l'illégalité, plus le salaire versé par mon syndicat, plus de l'argent de collectes faites par mes amis, plus des subsides du Secours... (il a tellement changé de nom!), plus le salaire que je gagnais en travaillant.

Pendant toute la journée du jeudi 23 juin, au Comité fédéral national, j'ai demandé des preuves. Hélas! les Arrachard, Labrousse et consorts n'ont rien pu prouver, et, alors que, le matin à l'ouverture du C.N.F., ils demandaient mon exclusion, ils se sont ensuite piteusement dégonflés.

Et il fallut que celui qui aurait dû se taire, celui qui me doit tout, puisqu'il me doit la vie, vienne se vautrer dans cette boue : Nocaudie !

Jugeant les autres à son aune, il tenta une diversion d'une belle lâcheté! Mais qu'on en juge.

A une assemblée des terrassiers parisiens, le secrétaire de séance lui fit dire que ma compagne était une fille publique, et que, moi-même, je fréquentais les lieux de plaisir.

Après avoir déclaré qu'il n'avait jamais tenu de tels propos, Nocaudie refusa de faire une rectification. Puis, il accusa Constant, ancien trésorier de la Fédération ex-confédérée, d'avoir fait disparaître le livre de caisse, pour les mettre dans l'impossibilité de faire la preuve de ce qu'ils avançaient.

Or, je suis un ancien unitaire et il n'était pas difficile à Nocaudie de prouver.

Ces quelques faits illustrent (s'il en était besoin encore) la mentalité de ces jésuites.

Il reste vrai, hélas! que David est en prison. Il faut, camarades de la *R. P.*, nous aider à le sauver.

Le Comité de défense Bidault-David-Garnier, dont le siège est Café Maselet, Cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne, continue sa tâche. La cour d'assises ne siège pas à Saint-Etienne, ce sont des frais supplémentaires que nos amis doivent nous aider à combler.

Sauver David, ce sera aussi sauver l'honneur du mouvement syndical ! Aidez-nous à obtenir ce résultat !

A. GARNIER.

Garnier et David sont innocents

Les lecteurs de la *Révolution prolétarienne* connaissent déjà, par l'article de notre camarade Thevenon publié dans le numéro 271, la substance de ce qu'on appelle l'affaire Garnier-David. Voici un certain nombre de détails complémentaires puisés dans les débats du tribunal correctionnel de Saint-Etienne et dans le jugement de celui-ci condamnant injustement Garnier à deux mois de prison.

Rappelons que le camarade David, toujours emprisonné sous l'inculpation de meurtre, passera aux Assises de la Loire, au début du mois d'août, à Montbrison.

On n'aime pas Garnier

La première procédure a été menée à une vitesse record sans appel régulier à la défense toutes les fois où elle aurait dû être légalement présente, et de telle façon qu'elle fut avertie de la clôture de l'instruction avant d'avoir pu produire tous ses témoins. Une pièce au dossier avait été « modifiée » et la reconstitution de la bagarre n'a pas été faite. Comme il a été dit la première partie de la procédure dut être annulée à la première audience. La façon d'argumenter de l'avocat général fut extrêmement curieuse pour l'auditeur; délaissant le plus possible les faits, il s'efforça de faire le procès de Garnier, le procès de ses méthodes, le procès du syndicat du Bâtiment, n'hésitant pas à rappeler une affaire de bagarre au cours d'une grève où Garnier non coupable avait bénéficié d'un non-lieu, à rappeler une autre affaire pour laquelle Garnier est amnistié depuis longtemps, essayant, en somme, de noircir les colonnes d'un casier judiciaire vierge.

On entendit les reproches que fera éternellement tout représentant de la bourgeoisie au syndicalisme agissant : entrée sur les chantiers, cessation de

travail, Garnier vient s'adresser personnellement aux chefs et aux contremaîtres, on le voit dans toutes les entreprises du département. Il revient à la charge jusqu'à satisfaction obtenue pour toute atteinte au droit syndical ou aux accords passés; on dénonce son âpreté dans l'exercice de ses fonctions, sa persistance lassante, son « autoritarisme » qui gêne les dirigeants de travaux dans l'exercice de leur profession, etc. En un mot, on n'aime pas Garnier!

Ce n'est pas la moindre honte des dirigeants communistes de notre U.D. d'avoir, dans le journal *le Cri du Peuple,* servi des arguments de même espèce et reproché à Garnier son action militante passée, y compris celle qu'il avait menée au temps, où, unitaire et communiste, il appliquait les directives de ces mêmes dirigeants.

Le violent Garnier (ainsi l'a dépeint l'avocat général) était accusé de coups et blessures avec préméditation et de responsabilité morale de la mort d'un homme. Outre qu'elle n'a pu être établie clairement, l'accusation de coups et blessures se ramenait uniquement à ceci : un crachat à la figure et un coup de poing dans la poitrine! La blessure est si grave... qu'on n'en retrouva aucune espèce de trace lors de l'autopsie.

Il est déclaré que Garnier frappa avec préméditation (?) et, en même temps, il est reconnu qu'au cours de la bagarre du 11 avril, il avait un crayon dans une main et un carnet dans l'autre!

Il n'est pas moins bizarre d'entendre l'avocat général reprocher presque à Garnier de n'avoir pas répondu à la réputation qu'on a faite de lui. Garnier a été provoqué et outragé publiquement à deux reprises par Chauzier, la victime, et il n'a pas répondu. « *Vour avez accepté cet affront sans répondre...* ». Etrange reproche!

Le trio provocateur

A l'origine de la bagarre de Villebœuf, il y a la provocation.

Pour éclairer nos lecteurs, et après consultation de Garnier maintenant sorti de prison, disons que Sève et Philipps (tous deux témoins dans l'affaire) sont, comme l'était Chauzier, coutumiers de la violation, sur leurs chantiers, des accords passés avec le syndicat du Bâtiment de Saint-Etienne, des dérogations irrégulières aux lois sociales. Ils refusent d'employer pour certaines équipes supplémentaires indispensables les ouvriers en chômage signalés par Garnier et préfèrent « doubler » avec les mêmes équipes. Disons aussi que si ces agissements ne sont pas compatibles avec les cartes syndicales qu'ils ont dans leurs poches, ils ne sont pas trop mal vus de la compagnie de la S.A.D.E., et ne sont pas préjudiciables aux salaires et gratifications des trois intéressés. Disons encore que les Algériens témoins contre Bidault et David sont souvent employés en double équipe, qu'ils sont en conflit avec le syndicat et qu'aux dires d'un témoin important, on les a excités à plusieurs reprises contre les représentants du syndicat

C'est dans de telles conditions qu'à propos d'une élection de délégué de chantier, le trio viole l'accord passé avec le syndicat en refusant de faire l'élection à la Bourse du Travail et en soutenant la candidature d'un délégué présenté par la compagnie. Le 8 avril, Chauzier crache à trois reprises à la figure de Garnier venu pour lui rappeler les accords passés. Le violent Garnier ne répond pas, il n'a pas répondu à la violation de l'accord autrement que par une tentative de conciliation. Le trio Chauzier, Philipps, Sève est venu quelques jours avant le provoquer dans un café, lui disant : « Ne tombe pas sous notre patte ».

Le violent Garnier, généralement accompagné de solides gaillards, n'a pas répondu. Garnier revient le jour de l'élection, le 11 avril. Ceux qui connaissent la série de provocations dont il a été victime quittent à l'heure de l'élection les autres chantiers de la S.A.D.E., espérant bien que leur présence suffira à prévenir tout incident. Garnier ne refuse pas leur présence pour la bonne raison qu'il ne va pas chercher un combat singulier, mais qu'il va s'occuper d'une élection. Chauzier fait les cent pas dans un coin du chantier. Garnier, qui n'est pas venu « mains et poches vides », installe sur un tuyau une boîte qui servira d'urne et tire de ses poches un carnet et un crayon. Il reste soigneusement à l'opposé du coin où se trouve Chauzier. C'est carnet et crayon en main pour le pointage qu'il verra brusquement Chauzier renverser l'urne, et c'est toujours carnet et crayon en main qu'il verra se dresser brusquement devant lui son provocateur du 8 avril, armé d'une matraque plombée.

D'ailleurs, un paragraphe du jugement atteste ainsi ce qu'il est convenu d'appeler les circonstances atténuantes :

Garnier, militant syndicaliste actif, s'était attiré des haines politiques dans les milieux patronaux et dans les milieux ouvriers, ces haines ont pu le pousser à certains agissements que ses ennemis cherchent à exploiter contre lui.

En fait, ce paragraphe du jugement condamne... le jugement lui-même. Le tribunal reconnaît que Garnier a effectivement été provoqué, et, reconnaissant ce fait essentiel, il aurait dû acquitter Garnier.

Vrais et faux témoins

Si les ennemis politiques de Garnier étaient nombreux à la première audience à procédure irrégulière, où ils espéraient avoir sa peau, ils étaient bien clairsemés à la seconde, où les choses furent, grâce à la défense documentée de Fraissinette et Maurice Paz, remises au point.

Fait remarquable, si l'on ne peut rien retenir contre les témoins de la défense, ceux de l'accusation sont bizarres et l'interprétation de leurs témoignages par le tribunal est au moins étrange.

Les témoins savent généralement que Garnier a averti Chauzier de l'irrégularité syndicale de l'élection du délégué de chantier.

Ils ont vu Chauzier cracher trois fois à la figure de Garnier et Garnier supporter cette insulte sans répondre.

Ils ont entendu Garnier dire : « Camarades, laisserez-vous traiter ainsi votre secrétaire par votre chef ? »

Ils ne s'accordent pas sur le fait que Garnier ait dit : « Je reviendrai, mais je ne serai pas seul, ni les poches vides ! »

Ils ont vu Garnier s'occuper le 11 avril du vote et uniquement du vote. Chauzier s'opposer au vote, renverser l'urne et bousculer Garnier, qui lui n'avait en main qu'un calepin et un crayon.

Ils ne s'accordent pas pour reconnaître que Garnier ait frappé Chauzier. Ils ont vu que Chauzier était armé d'une matraque plombée, tous, sauf les étranges témoins algériens.

Mme Gilberton a vu malmener les ouvriers et particulièrement les jeunes gens qui ne pouvaient se défendre par Chauzier sur le chantier proche de sa maison. Elle a été outrée à un tel point par la grossièreté et la brutalité de Chauzier envers ses ouvriers qu'elle a eu, à plusieurs reprises, envie de l'interpeller dans la rue.

Poyet, chef de chantier de la S.A.D.E., syndiqué depuis trente ans, retrace devant le tribunal toute la vie de chantier qu'il a passée avec ses collègues Chauzier et Sève. Dans son récit, la brutalité de Chauzier, de Sève, de Philipps, leurs provocations contre le syndicat du Bâtiment de Saint-Etienne, leur haine de Garnier sont illustrées abondamment.

Ce sera le même son de cloche qu'on entendra avec Pierre Marcin, qui a travaillé à Paris sur les chantiers de Chauzier : revolver, matraque, menaces et insultes étaient les méthodes habituelles de Chauzier à Paris.

D'ailleurs, les ouvriers de Saint-Etienne ne voulaient plus travailler sous les ordres de Chauzier, et c'est justement à propos de cette élection irrégulière qu'il était revenu à Saint-Etienne dont on l'avait éloigné.

Saigne a vu la matraque de Chauzier et lui a vu renverser l'urne. Marius Redon, François Tranchand également. Aucun n'a vu Garnier lever le poing. Il était armé d'un calepin et d'un crayon. Jean Martin dépose de même.

Contrairement à ceux de la défense, les témoins

de l'accusation sentent la leçon apprise. Le jugement est essentiellement basé sur trois témoins algériens qui auraient vu Garnier donner un coup de poing; Bidault donner un coup de pied; David tirer son couteau, le planter deux fois; le refermer et le mettre dans sa poche (pourquoi pas aussi l'essuyer tranquillement sur sa manche?).

Or, les témoins qui ont si bien vu, qui ont vu la scène avec autant de précision qu'un film passé au cinéma au ralenti, n'ont pas vu la matraque de Chauzier : la matraque de Chauzier que tout le monde a vue, y compris les commissaires de police présents sur les lieux.

Les commissaires, qui, d'autre part, n'ont rien vu de précis, ont quand même vu cette matraque.

Les Arabes récitent la même leçon, dans les mêmes termes comme du catéchisme bien appris, mais mal compris, puisque dès qu'ils sortent de la leçon commune, ils bafouillent.

D'autre part, le principal témoin algérien déclare avoir été prendre une pelle sur un banc. Or, le commissaire de police Branchet a aperçu à ce moment le même témoin dans la cabane du chantier d'où il ne pouvait rien voir. Si ce témoin a menti, que valent ceux qui répètent la même leçon que lui ?

Philipps n'a pas vu la scène, il n'y était pas. Sève n'a pas vu la scène, il n'y était pas. Ils témoignent tous deux contre Garnier avec des termes qui montrent bien leur haine contre lui : « Garnier est orgueilleux, il est lâche... il n'a pas eu le courage de se défendre le 8 avril... etc. » Me de Fraissinette montre d'ailleurs de façon flagrante que Sève parle avec une haine non dissimulée de Garnier.

Mais jusque-là, n'a-t-il pas été démontré que Chauzier n'a pas été interrogé avant de mourir; que la scène n'a pas été reconstituée? Et alors, c'est Sève qui a reçu les confidences de Chauzier? Après combien de visites? C'est à Sève que Chauzier dit que David lui a donné un coup de couteau ?

Garnier accuse

Voici, d'ailleurs, les déclarations mêmes de Garnier devant le tribunal :

« Le 11 avril, déclara Garnier, je savais qu'une élection devait avoir lieu place Villebœuf, parmi les ouvriers de la S.A.D.E. Je me suis rendu sur le chantier et j'ai demandé aux camarades de ne pas faire cette élection avant la réunion prévue de la Bourse du Travail.

» Chauzier, à ce moment-là, m'a insulté grossièrement et m'a craché trois fois à la figure. J'ai dit alors aux ouvriers : « Allez-vous ainsi laisser insulter votre secrétaire par votre chef ? »

— Avez-vous dit : « Je ne reviendrai pas les mains vides ? », demande le président.

— Je suis un vieux militant, riposte Garnier, je ne suis pas fou, je n'aurais pas fait cette bêtise !

— Quelqu'un a-t-il de l'animosité contre vous?, demande encore le président

— Parfaitement. Il y a de la part de M. Philipps, directeur de la S.A.D.E., et de Sève, chef de chantier, une vengeance. Sève, avec sa gouaille parisienne, m'a toujours raillé. Quant à Philipps, il m'en voulait. Je ne suis pas un politicien, moi. Je suis un syndicaliste.

» Le coup a été monté par Sève. On voulait me démolir pour plaire à certains politiciens de Saint-Etienne, dont Sève était le sous-ordre. Jamais, sur aucun chantier, il n'y a eu des incidents comme à la S.A.D.E.

» Le 11 avril, j'ai été provoqué encore par Sève...

» On m'accuse d'être l'instigateur de la mort de Chauzier. Je suis innocent. Au cours de la bagarre, qui a d'ailleurs été rapide comme l'éclair, Chauzier, nerveux, s'est approché de moi, c'est lui qui m'a frappé. Je défie qui que ce soit de dire que les Algériens ont pu voir quelque chose. Les Algériens sont de faux témoins amenés par Sève et Philipps. »

Il faut sauver David!

L'affaire est bien claire. Comme le dit le vigoureux tract du Comité de défense Garnier-Bidault-David, le jugement condamnant Bidault à 50 francs d'amende et Garnier à deux mois de prison et 100 francs d'amende a été pris, non pas au nom de la justice, mais sous « la pression des patrons de combat, des réactionnaires, de *l'Emancipation* de Doriot, des communistes et des dirigeants mêmes de l'Union des Syndicats ».

Mais le but poursuivi n'a pas été atteint, puisque André Garnier est rendu à l'action syndicale et, que, triomphant de la mauvaise foi des dirigeants staliniens de la Fédération du Bâtiment, il a repris sa place à Saint-Etienne.

Maintenant, il faut sauver David !

L'inculpation qui pèse sur lui est bien plus grave que celle qui pesait sur Garnier et Bidault. Nous ne savons pas et personne ne sait qui, au cours de la bagarre du 11 avril, « rapide comme l'éclair », a donné à Chauzier les deux coups de couteau mortels. Il y avait là plus de cent personnes... Mais ce que nous savons bien, c'est que ce n'est pas David qui a donné ces deux coups de couteau. David est innocent. D'autre part, le tribunal correctionnel lui-même a admis que la provocation venait du côté de la victime et de ses amis. En toute justice, les Assises de Montbrison doivent acquitter David.

Le Comité de défense Garnier-Bidault-David fait appel au concours de tous pour l'aider dans la tâche qu'il poursuit. Cette affaire dépasse singulièrement le cadre de la Loire. Nous aimerions obtenir l'avis du plus grand nombre possible de militants et surtout du plus grand nombre possible d'organisations.

Il nous faut les témoignages de toutes les organisations syndicales, politiques ou philosophiques qui ont compris l'importance de notre effort, pour la justice, pour la solidarité ouvrière, pour que ne s'implantent pas en France les méthodes de ceux pour qui « rester au parti officiel ou en sortir est une question de vie ou de mort ».

Si certains points vous paraissent obscurs, écrivez-nous. Nous vous répondrons. Mais l'aide morale et pécuniaire de tous nous est nécessaire pour sauver un innocent.

Jean DUPERRAY.

P. S. — S'adresser à notre ami U. Thevenon, à Cellieu, par Grand-Croix (Loire). Envoyer les fonds à Porte, 9, rue Emile-Littré, à Saint-Etienne, chèque postal : Lyon 236-26.

⁂

Le Comité de défense Garnier-Bidault-David

En remerciant la « Révolution prolétarienne » qui a bien voulu se charger d'envoyer aux syndicats de la Loire ce rapport, prie les syndicats de le présenter au même titre que la « lettre de la quinzaine » de la Fédération du Bâtiment, envoyée par l'U.D., ceci dans le souci d'une bonne démocratie syndicale;

Fait remarquer à ceux qui recevront ce rapport que la première page de la « lettre de la quinzaine », déclarant que nous reprochons au parti communiste de trop bien défendre les ouvriers, **ment et fait une réclame inadmissible de la part de dirigeants d'une fédération syndicale indépendante des partis;**

Fait remarquer que ce parti que défend si bien la « lettre de la quinzaine » est celui de tous ceux qui ont joué un rôle peu reluisant et se sont entendus contre Garnier, Bidault et David victimes de la répression;

Fait remarquer que malgré tout pour ceux qui savent lire attentivement il y a autant d'arguments contre l'attitude de la

Fédération du Bâtiment et des communistes de la C.G.T. dans cette « lettre de la quinzaine » que d'arguments en notre défaveur. Demande de lire particulièrement avec soin les lettres échangées avant l'affaire;

Fait remarquer que l'U.D. nous a menacés d'un dossier à elle, apportant des preuves à notre désavantage et au désavantage des emprisonnés, et que malgré notre défi d'ouvrir ce dossier on n'en entend plus parler;

Rappelle que c'est par erreur que la Tribune **a déclaré que Chauzier avait accusé David sur le lieu de la bagarre, et juste avant sa mort.** Affirme que même interrogé Chauzier n'a jamais accusé David de quoi que ce soit;

Souligne les bizarreries des témoignages de quatre Algériens seuls accusateurs de David;

Demande enfin à tous du cœur, de la patience et un grand effort dans l'examen de tout document parvenant sur l'affaire Garnier, Bidault, David qui agite tout le pays, ceci pour aider la Commission d'enquête de la C.G.T. à faire bientôt toute la lumière, ceci pour sauver un innocent désespéré au fond de sa prison.

Pour le comité : U. Thevenon, J. Duperray, A. Porte, M. Martel, Brun, Navant, Touron, P. Arnaud, R. Arnaud, Lheureux.

LA QUINZAINE

Rompre ou ne pas rompre? *La C.G.T. doit-elle quitter le Rassemblement populaire? C'est la question du jour. Il n'est pas d'assemblée ou de numéro des journaux syndicaux où les militants ne donnent leur avis à ce sujet. Bien entendu, les points de vue diffèrent. Mais on peut aisément constater que la direction de la C.G.T. est encore unanime pour dire que le mouvement syndical ne doit pas prendre la responsabilité de la rupture. Néanmoins, dans les syndicats, dans les unions, et même dans certaines fédérations, les voix se font de plus en plus nombreuses pour demander que le syndicalisme reprenne son indépendance.*

Je ne sais combien de temps encore durera l'unanimité de la direction confédérale. Au dîner de Syndicats, *Belin nous confiait que le militant le plus autorisé du mouvement (j'ai compris, quant à moi, qu'il s'agissait de Léon Jouhaux) pensait que le syndicalisme se trouverait prochainement à un carrefour. Cela veut dire qu'il faudra faire un choix. Mais entre quoi faudra-t-il choisir ?*

N'attachons pas plus d'importance qu'elle n'en possède à la question de forme, ni à celle de la responsabilité à prendre. Ne nous attardons pas à souligner l'attitude embarrassée de Racamond qui, à la récente réunion du Comité national du Rassemblement populaire, s'abstenait courageusement sur une proposition donnant à Jouhaux le mandat de prendre seul la parole à la manifestation du 14 juillet, ce qui aurait pourtant consacré la formule « la C.G.T. épine dorsale du Front populaire ». Voyons l'essentiel, qui est de savoir si le mouvement syndical va se décider à reprendre son indépendance en fait, *c'est-à-dire à engager une action d'ensemble ayant le double objectif de maintenir et de développer les avantages acquis contre toutes les tentatives de réaction et d'appliquer son programme pour le moment concrétisé par les fameuses réformes de structure incluses dans la résolution de Toulouse. Dire : « Rompre, ou ne pas rompre? » c'est, en réalité, mal poser la question. Il faut dire : « Agir, ou ne pas agir ? »*

Il est trop évident que les résistances fragmentaires sont insuffisantes pour contenir la contre-offensive patronale qui met à profit toutes les difficultés du moment et qui spécule sur l'affaiblissement syndical consécutif aux manœuvres plus ou moins occultes de colonisation. Le moment est venu pour la C.G.T. de faire un effort de grande envergure pour barrer la route au patronat et à ses alliés. Sous quelle forme, cet effort ? Il faudrait sans doute mettre à profit les vacances pour organiser une vaste campagne de propagande qui, au mois d'octobre, toucherait simultanément, en une semaine ou deux, tous les centres ouvriers. Avec quels buts ? Je pense que le moment est venu de fixer un salaire minimum au-dessous duquel aucune organisation syndicale ne devrait consentir à descendre; d'établir, sur cette base, un système de rajustement automatique, selon les indices du coût de la vie; d'obtenir, fédération par fédération, l'institution et l'application des conventions collectives nationales, réglant en particulier la question pendante de l'embauchage et du débauchage; d'assurer le respect de la semaine de 40 heures; enfin de réaliser les premières des nationalisations inscrites au programme confédéral.

Action directe! *Si modeste soit-il, ce programme soulève beaucoup de problèmes d'ordre pratique au sein de nos organisations et, d'abord, il oblige à reconnaître qu'il ne peut être question d'attendre sa réalisation de la voie législative ou gouvernementale. On s'en rend bien compte par les décrets-lois que les partis du Rassemblement populaire ont, à l'unanimité, autorisé le gouvernement Daladier à prendre. Pas un seul de ces décrets n'apporte à l'organisation ouvrière les satisfactions attendues; au contraire, ils consistent presque tous en des retours en arrière, souvent dissimulés mais qui n'en sont pas moins réels, sur les avantages acquis après juin 1936. Si nous voulons des résultats — et une C.G.T. de 4 à 5 millions de membres ne peut garder sa force qu'en obtenant des résultats — il nous faut les conquérir nous-mêmes.*

Pour ce qui concerne la durée du travail, nous avons un moyen bien simple de combattre tout retour sur les quarante heures. C'est d'abord, évidemment, de ne point consentir aux heures supplémentaires autorisées par M. Daladier. C'est aussi, dans le cas déplorable où, à l'exemple des Métaux parisiens, les organisations ont cru devoir accepter un horaire hebdomadaire plus élevé, de ne pas fournir pendant 45 heures — ce chiffre étant pris au seul titre d'exemple — une production plus élevée qu'en 40 heures. Si l'on nous oblige à rester à l'atelier plus longtemps, eh bien! nous saurons bien nous arranger pour produire moins en 45 heures qu'en 40 heures! Quand le patron verra qu'il n'a aucun avantage aux 45 heures, il aura vite fait d'y renoncer.

J'entends d'ici les cris d'orfraie que ne

manqueront pas de pousser ceux qui, n'ayant jamais rien produit de leur vie, conseillent chaque matin aux ouvriers de produire plus. Ceux-là, nous ne les convaincrons jamais. Ayant en notre pouvoir le moyen le plus efficace pour empêcher le sabotage des 40 heures nous serions bien naïfs de ne pas nous en servir.

En ce sens, il faut aussi nous efforcer, puisque nous vivons sous le régime des conventions collectives, d'insérer dans nos textes des clauses réglementant et limitant la production. Je ne referai pas la démonstration de la destruction des augmentations de salaires par l'élévation du coût de la vie. Il est sûr qu'en établissant dans chaque convention une norme de production, soit sous la forme du chiffrage de la production individuelle, soit par la détermination de l'équipement des machines, on obtient l'amélioration de la condition ouvrière aussi bien, sinon mieux, que par les augmentations de tarifs.

Cela n'est qu'un exemple. Sur chaque point du programme sommairement esquissé, les organisations syndicales, de la base au sommet, pourraient rechercher les moyens d'action directe capables d'aboutir à des réalisations. Ils existent, ces moyens, mais ils sont parfois difficiles à découvrir. C'est vrai, le mouvement syndical n'est pas un mouvement facile; il vit et il agit constamment au milieu des difficultés.

Les « Carnets » de Dumoulin

Ah! il n'était pas facile, le mouvement syndical que Dumoulin nous dépeint, dans la première partie de ses « Carnets de route » en retraçant, trop sommairement, sa vie hors série d'ouvrier et de militant. Quelle différence avec l'existence de nos militants d'aujourd'hui! Chaque jour, sous ma fenêtre, j'en vois un qui, n'ayant connu le chantier que pendant quelques années, est, depuis plus d'une décade, permanent ici ou là. Pour l'heure, il est secrétaire de l'Union des Syndicats parisiens. Tous les matins, une confortable 11 CV vient le chercher à sa porte, le chauffeur — car il a un chauffeur — le sonne, et, le petit déjeuner avalé, en route pour le bureau. Le retour se fait aussi dans l'auto de Monsieur. Nous sommes loin des temps héroïques.

La partie centrale du livre de Dumoulin est constituée par la reproduction des articles que, chaque semaine, il écrivait dans l'Atelier *au lendemain de la scission de janvier 1922. Ce n'est pas la plus belle période de sa vie. Son « carnet » plaisait, toutefois, par son allant, et je connais plus d'un « unitaire » de l'époque qui attendait chaque semaine ce morceau alerte et savoureux, vraiment différent des lourds et vides articles de fond et méchants petits filets de polémique. Il lui arriva de m'y accrocher, notamment au lendemain du congrès du Palais d'Orléans, en 1923, le premier congrès de la C.G.T. après la séparation. J'étais, à l'époque, rédacteur à* l'Humanité *et, si je m'en souviens bien, c'est parce que j'avais parlé de « beni-oui-oui » que je fus, le lendemain après-midi, en arrivant au congrès, vivement pris à partie par un groupe de délégués à la tête desquels se distinguait Capocci, des employés. Les camarades de Meurthe-et-Moselle firent à ce congrès un vain effort en faveur de l'unité. C'étaient Jacquemin et Humbert, tous deux disparus aujourd'hui. Une fois les lampions éteints, Dumoulin abandonna le bureau confédéral. Il fit le projet d'une revue syndicaliste, fut candidat malheureux aux élections législatives du 11 mai 1924, dans le Pas-de-Calais, puis il s'exila à Genève, au Bureau international du travail.*

Ce n'était pas, on s'en souvient peut-être, la seule fois que la députation devait jouer un mauvais tour à Dumoulin. Il rappelle lui-même sa candidature en 1932, à Denain, alors que l'existence du Comité des 22 touchait à son terme. « J'aurais dû, écrit-il, ne pas être candidat. » Bien sûr! D'ailleurs, il fut battu et, aussi, rendu quelques années après au mouvement syndical, c'est-à-dire à sa vie même, dont le cours s'était, pendant dix ans, détourné dans des lieux arides et sans joie. Il va encore dire que je parle comme du haut d'une pyramide de trente cartes syndicales. Eh! il est vrai que je m'en rapproche un peu...

Dumoulin reste muet sur l'accomplissement de la scission syndicale. On sait que l'histoire, l'histoire vraie, n'en a pas encore été écrite. Une photographie — la seule qui existe, je crois — nous montre la bagarre du palais Rameau, à Lille, en 1921. Evocation douloureuse! Allons-nous revivre ces heures-là ?

Sur la guerre, Dumoulin est plus prolixe, sans toutefois s'étendre assez. Je présume que c'est le remarquable ouvrage de Rosmer qui a dû lui donner l'idée de publier ses « Carnets ». Il a été touché par l'appréciation de Rosmer : « Recrue précieuse... mais... capable de gaspiller les plus beaux dons », sans vouloir dissimuler ou atténuer, précise Rosmer dans son avant-propos, ce qu'il y eut « de *grand et d'héroïque* » *dans sa conduite de guerre et dans celle de Merrheim. Dumoulin a voulu établir qu'il y eut, malgré tout, une unité dans sa vie de militant. La tâche était lourde. Cependant, on peut dire, sans tomber dans la flagornerie écœurante des gens de lettres, que « Carnets de route » est une autobiographie comme on en voit peu.*

Le dîner de « Syndicats »

Belle chambrée au dîner de « Syndicats » le samedi 25 juin, à la coopérative de la rue Chaudron. Nous avons pu, par nos applaudissements, venger un peu André Garnier des vilenies commises par les staliniens pour tenter de justifier leur attitude inqualifiable dans l'affaire de Saint-Etienne. Nous entendîmes Dumoulin, dont il faut retenir cette déclaration : « Une scission dans notre C.G.T. ? — demande-t-il. Non! Ce n'est ni désirable, ni possible... Mais nous ne tremblerons pas d'avance devant les événements. Et si la scission devait faire partie d'un cortège dont nous ne serions pas responsables, nous n'achèterions tout de même pas une corde pour nous pendre... » *Paroles lourdes de sens! Avertissement brutal aux colonisateurs communistes qui font courir le risque de destruction au mouvement syndical! Puis, Belin revint sur l'idée — elle lui est familière — que les partisans de l'indépendance des syndicats ne doivent pas se considérer comme une minorité dans la C.G.T. C'est évidemment dans cette idée qu'il faut rechercher l'explication de l'attitude de* Syndicats *sur bien des questions.*

Cela fait plusieurs fois que j'assiste aux dîners de « Syndicats » et je n'ai jamais été très emballé par ce qui se dit à l'issue de ces

agapes où la chère est, d'autre part, sans grands attraits. Cependant, je suis arrivé à croire que nous ne devons pas hésiter à bloquer avec ces camarades toutes les fois qu'il le faudra pour mettre en échec les colonisateurs. Diviser les serviteurs de l'indépendance syndicale serait, dans les circonstances actuelles, une besogne funeste. Si nous voulons vraiment sauver la C.G.T. du « risque de destruction », il faut tendre la main à tous ceux qui, réformistes ou révolutionnaires, veulent conserver l'autonomie syndicale, condition même de l'existence et de la force de la C.G.T.

M. CHAMBELLAND.

CENTRE SYNDICAL D'ACTION CONTRE LA GUERRE

La police avec nous...

Un certain nombre de syndiqués stalinisés ont poussé ce cri avec discipline, sinon avec enthousiasme, il y a peu de mois. Les militants du Centre syndical d'action contre la guerre ont, eux aussi, la police avec eux. Voici comment :

Dès que la Sûreté nationale a été en possession des listes de noms des signataires du manifeste de lancement, elle a ordonné une enquête. Dans chaque préfecture, le commissaire spécial, chargé de l'information politique, et qui attache toujours une importance considérable aux faits et gestes des syndiqués (vieille habitude, parce que maintenant ils ne sont guère subversifs, les syndiqués...) a reçu l'ordre de procéder à des investigations précises sur les militants qui apparaissaient comme les leaders locaux du mouvement d'action contre la guerre. Des directives formelles, venues de la Place Beauvau les guidaient.

Nous n'attachons pas au fait plus d'importance qu'il n'en mérite : ce n'est certes pas d'aujourd'hui que nous savons que le carnet B se reconstitue. Il n'est tout de même pas mauvais de souligner : 1° que le ministre du Front populaire considère l'action pacifiste comme une action subversive qui doit être surveillée de près; 2° que l'appareil de l'Etat bourgeois continue à fonctionner secrètement contre les plus lucides des militants ouvriers; 3° que dans le temps où les staliniens nous accusent de faire le jeu de la bourgeoisie et de Hitler (*sic*) par notre refus de la guerre, la police bourgeoise française, elle, prend ses précautions; 4° que si la police bourgeoise s'intéresse à nouveau à notre sort, c'est que nous sommes dans la bonne voie. Qu'en pense Benoît Frachon, poursuivi par la police le 1er août 1929 pour son action contre la guerre? — G. A.

La « feuille bimensuelle » sortira le 14

La parution de ce tract bimensuel, destiné à limiter les ravages du bourrage de crâne intensif des bellicistes de « droite » et de « gauche » qui se rejoignent étrangement, a été décidée par la conférence de Pentecôte.

La « Feuille bimensuelle » paraîtra le 1er et le 15 de chaque mois. La première — imprimée recto et verso — sortira le 14 du courant et sera adressée aux membres du « Centre syndical d'action contre la guerre » qui voudront bien la faire connaître autour d'eux. Dans ce but, nous demandons à nos camarades de prendre un abonnement de *trois mois*, aux conditions suivantes :

5 exemplaires de chaque numéro pour trois mois : 5 francs; 10 exemplaires de chaque numéro pour trois mois : 9 francs; 20 exemplaires de chaque numéro pour trois mois : 18 francs; 50 exemplaires de chaque numéro pour trois mois : 45 francs; 100 exemplaires de chaque numéro pour trois mois : 90 francs.

Commandes à Giroux, 67, rue de Turbigo, Paris (3e) et règlements à Maupioux, 46, rue de Babylone, Paris (7e). Chèque postal 1959-32, Paris.

Le beau geste des boulangers parisiens

Le Conseil général du Syndicat des boulangers parisiens, réunissant les représentants de 43 sections groupant 5.000 syndiqués, après un large débat, a voté à l'unanimité moins une voix son adhésion au « Centre syndical d'action contre la guerre ».

De plus, imitant les gaziers de banlieue qui, sur la proposition de leur secrétaire C. Delsol, a déjà versé mille francs. les boulangers octroient la même somme au Centre syndical.

Bravo ! les boulangers...

Les ressources du C.S.A.G.

Aucune cotisation n'étant perçue par le Centre syndical d'action contre la guerre, ce dernier alimente sa caisse par la vente du Manifeste de la Pentecôte et de cartes postales de propagande aux conditions suivantes :

Manifeste : Cinquante, 13 fr.; cent, 25 fr.; mille, 200 francs;

Cartes postales : 4 cartes et 4 manifestes contre 8 timbres à 0 fr. 25, soit 5 fr. 20; douze cartes, 10 fr.; 24 cartes, 20 fr.; 50 cartes, 40 fr.; 100 cartes, 75 francs.

Commander les quantités nécessaires à Giroux, 67, rue de Turbigo, Paris (3e).

A l'heure actuelle, déjà 8.000 manifestes et 2.000 cartes postales ont été expédiés.

Organisation des groupes locaux

On sait que la conférence de Pentecôte a voté une résolution d'organisation (publiée dans le n° 272 de la *R. P.*) stipulant que les adhérents au Centre syndical d'action contre la guerre pouvaient s'organiser sur la base locale et départementale. Pour concrétiser les résultats de la propagande qu'ils mènent au moyen du matériel édité par le Centre, les militants peuvent et doivent rassembler, soit dans le cadre local, soit dans le cadre départemental, tous ceux des syndiqués qui leur ont répondu favorablement. Cet effort d'organisation est commencé. Nous pouvons, à ce sujet, citer en exemple les camarades de Strasbourg qui ont tenu leur réunion constitutive le 23 juin dernier.

Après un compte rendu de la conférence de Pentecôte, les Strasbourgeois ont engagé une discussion générale à l'issue de laquelle ils ont décidé, dans l'ordre pratique, d'éditer des tracts en langue allemande et de faire des réunions d'information en langue française et en dialecte alsacien. Le groupe de Strasbourg demande aux groupes déjà constitués et aux camarades isolés de la région de l'Est de se faire connaître à Jean Prugnot, 9, rue du Narion, Strasbourg-Kœnigshoffen.

Le fédéralisme en action

Nos camarades de la vallée du Rhône font preuve d'une belle activité.

Ils viennent d'éditer un excellent tract intitulé: « *Le Peuple français doit-il se battre pour la Tchécoslovaquie ?* » Nous leur en avons demandé 1.000 en échange de 500 Manifestes. Nous les diffuserons dans la région parisienne. Ces camarades en préparent un autre sur les questions coloniales. Nous ferons un second échange.

Liberté complète des initiatives et leur utilisation la plus large par le mouvement tout entier. Voilà comment — grâce à la mise en valeur du fédéralisme — l'action du syndicalisme se manifeste et se développe en pleine liberté.

Pour ces deux tracts — Tchécoslovaquie et Colonies — passer les commandes à : E. Laforge, 77, chemin Baraban, Lyon (Rhône).

Une résolution des instituteurs du Gers

Le Syndicat des instituteurs du Gers a voté, le 4 juin, en prévision du Congrès du S.N., une résolution dont le passage relatif à la guerre, que nous reproduisons ci-dessous, pourrait utilement être repris, croyons-nous, pour le Congrès confédéral de Nantes :

...Le congrès pense que la réalisation de tout programme d'avenir reste subordonné au maintien de la paix, à la solution du problème de la paix.

Il rappelle que l'attitude permanente des instituteurs syndiqués a été une opposition irréductible à la guerre considérée comme le pire fléau de l'humanité;

Il constate que le chantage incessant à la menace extérieure nous achemine déjà vers une régression sociale tendant à réduire nos libertés et à détruire les avantages conquis par le prolétariat depuis juin 1936;

Il refuse de confondre la lutte antifasciste sur le plan national avec les conflits qui opposent des groupes d'Etats, des blocs idéologiques;

Il condamne l'union sacrée sous toutes ses formes;

Il estime que la solidarité internationale ne peut justifier la généralisation des conflits;

Il demande que la France prenne l'initiative d'une conférence internationale résolue à construire la paix :

1° Par un accord immédiat établissant une limitation simultanée des armements dans tous les Etats du monde, sous le contrôle international, cet accord ne constituant qu'un premier pas vers le désarmement général;

2° Par la révision des traités qui ont terminé la guerre 1914-1918;

3° Par l'élaboration d'un nouveau statut politique et économique de l'Europe et du monde qui placerait au premier plan, non plus les intérêts capitalistes, mais les besoins vitaux légitimes des peuples.

Le Congrès proclame la nécessité pour le syndicalisme de reprendre sans délai la propagande publique contre l'esprit de guerre qui s'infiltre dangereusement dans les esprits;

Il pense que chaque retard imposé à la guerre est une victoire pour la paix;

Il souhaite ardemment que les travailleurs sachent garder leur sang-froid et résister aux courants bellicistes qui trouvent dans notre pays de regrettables collaborations. La tâche particulière des instituteurs est de ranimer la haine des classes populaires contre la guerre qui cessera d'être possible le jour où le prolétariat refusera nettement son consentement ou simplement sa résignation.

Dans les Corporations

METAUX

La résolution de la minorité

Nous publions ci-dessous le texte de la résolution presentée par la minorité au récent Comité national de la Fédération des Métaux en opposition au texte défendu par Croizat. Rappelons que ce dernier texte a été voté par la majorité, le texte ci-dessous ayant recueilli 13 voix, notamment celles de Roy et Chevalme, secrétaires fédéraux, et de Dhont, Jouvance, Bardollet, Klein, Lemire, etc.

Le Comité national de la Fédération des Métaux, réuni le 12 juin, soucieux de la défense des intérêts de ses corporants, après avoir examiné la situation antérieure et présente, dénonce à l'opinion publique l'intransigeance du patronat.

Celui-ci, par ses méthodes et procédés dilatoires, freine la révision des conventions collectives. Il s'oppose par tous les moyens à l'introduction de rédactions permettant la consolidation des avantages acquis. Il viole par cela même l'esprit des accords Matignon.

Le Comité fédéral national rappelle que son programme reste : l'élaboration d'une convention collective nationale contenant, entre autres, des garanties au sujet du droit syndical, au renforcement de l'autorité des délégués d'atelier, l'application de l'échelle mobile, la réglementation de l'embauchage et du licenciement, la création d'une caisse nationale de compensation pour les congés.

Il donne mandat à la Fédération pour engager toute action utile pour faire prendre en considération par le patronat ces revendications; celles-ci étant conformes aux décisions du Comité confédéral du 4 août 1937.

Le Comité national estime que le Statut moderne du travail ne pourra véritablement remplir son rôle qu'autant qu'il sera tenu compte des véritables besoins de la classe ouvrière, tant dans le domaine moral que matériel.

Il considère que la loi du 4 mars 1938 ne contient pas les dispositions pouvant permettre le maintien du pouvoir d'achat des travailleurs. Il se réserve donc le droit de poursuivre toute agitation utile pour la revalorisation des salaires, tout en pesant parallèlement de toute son autorité et de sa puissance pour mettre un terme aux agissements de la spéculation, source de la hausse des prix.

Contre les décrets-lois de misère

Le Comité national condamne les décrets-lois du gouvernement Daladier. Il considère que ceux-ci sont la négation du programme du Rassemblement populaire au triple point de vue économique, financier et social. Il signale que la politique de la confiance ne peut se faire au détriment des couches laborieuses du pays.

Il affirme que cette politique est contraire à la volonté exprimée par la grosse majorité du suffrage universel en avril et mai 1936. Elle conduira, si le mouvement ouvrier n'y prend garde, à une régression sociale.

En conséquence, le Comité national se refuse à s'associer à des mesures contraires aux intérêts et aux aspirations des métallurgistes.

Au sujet des réformes profondes de l'économie

Le Comité national, après une expérience de deux années, marque l'insuffisance du programme du Front populaire.

Il réclame, devant la situation économique présente, que ce dernier soit complété d'urgence par les réformes de structure contenues dans le plan de la C.G.T. Il affirme que pour construire les bases de la renaissance économique du pays, il faut tenir compte des décisions unanimes du congrès de Toulouse.

Il exige des groupements composant le Rassemblement populaire que, dans un délai suffisamment court, le remaniement de son programme soit opéré, faute de quoi le Comité national demande à la C.G.T. d'en tirer les conclusions qui s'imposent et, si besoin est, de reprendre sa liberté d'action.

La défense de la paix

Le Comité national s'élève contre les dangers que fait courir à la paix le fascisme international. Cependant, il se refuse à accepter la guerre comme une chose inévitable. Il se refuse à œuvrer à la cristallisation de blocs idéologiques, car il considère cette façon d'opérer comme contraire à la paix.

Il dénonce la propagande consistant à développer la psychose guerrière, car elle détient en elle, sous le couvert fallacieux de la sécurité, les germes les plus dangereux du conflit armé.

Le Comité national puisant dans les traditions de la Fédération de Merrheim demande que le mouvement syndical français propose à la F.S.I. l'organisation d'une vaste conférence économique internationale où tous les peuples auraient leur représentation.

Il déclare que si nous voulons conserver la paix, il importe de réviser les traités de 1919; de préconiser une répartition plus équitable des matières

premières. Il affirme, en un mot, bien haut et bien fort, ses sentiments internationalistes.

Le syndicalisme doit rester indépendant

Enfin, le Comité national se déclare fidèle à la Charte d'Amiens confirmée en tous points par le Congrès d'unité de Toulouse.

Il rappelle à ce sujet la nécessité absolue de l'indépendance du syndicalisme à l'égard des partis politiques et des groupements quels qu'ils soient. Il affirme que c'est en respectant ce principe fondamental que nous maintiendrons et renforcerons l'unité syndicale, gage de succès des luttes futures.

Sur l'affaire Garnier

Le Comité national de la Fédération des Métaux, réuni à Paris le 12 juin, proteste contre l'arrestation arbitraire du camarade Garnier, secrétaire du Syndicat des ouvriers du Bâtiment de Saint-Etienne, et de ses deux camarades inquiétés en même temps que lui pour leur action syndicale.

Le Comité national proteste et s'élève avec indignation contre les condamnations qui viennent d'être prononcées contre ces camarades.

Demande à la C.G.T., devant ce déni de justice envers un militant frappé dans l'exercice de ses fonctions, de faire toute l'action nécessaire pour défendre ces camarades menacés d'être traduits devant la Cour d'Assises.

Le Comité national demande à la C.G.T. d'activer la réunion de la Commission d'enquête nommée pour faire la lumière sur ces regrettables incidents qui ont motivé l'arrestation de ces camarades.

Assure ces camarades de la sympathie fraternelle de la Fédération des Métaux et de son entière solidarité.

Dans les Unions

RHONE

Une opposition organisée

Encore que Margaillan ait déclaré qu'une « barrière infranchissable » sépare les amis de l'Ecole Emancipée *des camarades de la* R.P. *et du Centre syndical d'action contre la guerre, nous n'hésitons pas à publier cet article du camarade A.-V. Jacquet :*

Le jour même où se tenait la conférence nationale convoquée par le Centre syndical d'action contre la guerre, une opposition à objectif plus étendu se créait à Paris. Elle avait pour animateurs les cercles « Lutte de classe » et les « Amis de l'Ecole Emancipée ».

A Lyon, des contacts fraternels existaient depuis longtemps entre le Cercle Lutte de Classe et le groupe très important des « Amis de l'Ecole Emancipée ». Sous leurs auspices, le 12 juin, une réunion interdépartementale a groupé à Lyon des *militants syndicalistes.*

En dépit d'un temps affreux, plus de cinquante camarades se trouvent réunis à l'heure fixée.

La présidence est dévolue à un instituteur ex-unitaire, de la tendance *Ligue syndicaliste* et abonné de la première heure à notre revue. Notre président propose pour la présidence d'honneur le camarade Garnier, traqué par la bourgeoisie stéphanoise, trahi par la bureaucratie syndicale stalinienne et il demande qu'une quête de solidarité soit faite en sa faveur. Il en est ainsi décidé. Le président parle dans l'esprit le plus fraternel des expériences qui s'instituent à côté de celle de ce jour. Des expériences différentes, dit-il, ne sont pas des expériences opposées, à condamner sans appel. Dépouillons-nous de l'esprit de l'infaillibilité, comprenons que l'originalité et la profondeur ne sont jamais d'un seul côté.

Pourquoi, dit l'orateur, allons-nous créer une opposition confédérale? Tout simplement parce que les événements nous la dictent. On ne fait pas de l'opposition par plaisir. Aujourd'hui nous nous dressons contre les équipes corporatistes et staliniennes de la C.G.T. parce qu'elles sont des systèmes clos niant les valeurs syndicalistes élaborées par l'histoire.

Après un intéressant compte rendu de la conférence de Paris, la discussion commence. Elle est rapide, vive, courtoise, pleine surtout de bon sens. Nos camarades ouvriers sont écoutés avec le plus grand intérêt. Ils nous apprennent que, dans les usines et sur les chantiers, le mécontentement grandit contre les dirigeants de la C.G.T. L'intervention de l'un des assesseurs est particulièrement remarquée. Notre camarade montre avec clarté que les staliniens affaiblissent le mouvement syndical. De nombreux travailleurs quittent notre Centrale. Les plus énergiques renforcent la C. G. T. S. R. Ils ne sont pas perdus pour le syndicalisme, mais l'Unité s'en trouve compromise. D'autres, découragés, entrent dans les associations serves du patronat. C'est là un événement très grave, parce que conduisant au fascisme.

La séance fut dominée par le discours extrêmement profond d'un jeune professeur de la Haute-Savoie. Il prononça un réquisitoire impitoyable contre les staliniens. Il établit avec force que notre opposition comportant une revalorisation intégrale du syndicalisme était obligée de s'exercer à fond dans tous les domaines.

Au cours de nos débats, il nous fut appris que dans l'un des départements représentés, les instituteurs songent à la position d'autonomie. A l'unanimité, cette façon de voir fut jugée extrêmement dangereuse et tout sera entrepris pour qu'elle n'ait pas de suites. Voilà comment nous sommes des « diviseurs ».

L'ordre du jour fut épuisé avec un quart d'heure d'avance. Après un fraternel repas en commun, les amis de *l'École Emancipée* reprirent leur travail. Ils s'occupèrent du congrès de Nantes et de leur revue qui, telle la *R.P.*, a mérité l'attachement passionné de ses lecteurs.

Ainsi donc une opposition confédérale vient de naître. On peut affecter d'en rire. Les intéressés répondront flegmatiquement que les mouvements vraiment profonds ne sont pas ceux qui font le plus de bruit. Le Front populaire, en dépit de ses défilés spectaculaires, est aujourd'hui en morceaux qui ne seront plus recollés.

On trouve de nombreux instituteurs à l'origine du nouveau mouvement. C'est que la génération enseignante issue de l'affaire Dreyfus a eu un sentiment extraordinairement élevé de ses devoirs vis-à-vis du prolétariat. En dépit d'une certaine raideur de ton et d'allure, cette génération a été riche en héros obscurs pratiquant avec fierté le refus de parvenir. Leur souvenir ne s'est pas perdu.

Ici, que les majorités massives et intolérantes fassent leur *mea culpa* après avoir médité cette phrase de l'illustre moderniste Tyrrell : « L'homme est ainsi fait qu'il suivra l'influence dominante de sa vie même si elle devait briser le cœur du monde entier ». Il est toujours dangereux de pousser à bout un opposant. La direction stalinienne de la C.G.T.U., en cherchant à briser la Fédération unitaire de l'enseignement se créa, par sa faute, des adversaires toujours en éveil.

De toute évidence, l'opposition confédérale sera ce que ses adversaires la feront. Le seul moyen, je l'ai écrit bien des fois, d'affaiblir une opposition est de satisfaire aussi pleinement que possible ses revendications. La sagesse consisterait donc pour les staliniens à engager la C.G.T. dans la ligne voulue par l'opposition et à renoncer à la colonisation de notre Centrale. Comme ils sont incapables de cet effort, ils iront de déboires en déboires.

Unir, unir, unir! A quoi bon répéter ces mots à longueur de journée si les actes créent des divisions irréparables?

Pour conclure, je demande à nos voisins de nous comprendre. Ni eux ni nous ne sommes parfaits. Chacun doit s'imposer un grand et sincère effort de tolérance vis-à-vis de l'expérience d'autrui. Revenir ainsi à la liberté qui figure sur notre label c'est revenir au syndicalisme qui doit, dès maintenant, annoncer et préparer un monde meilleur.

Harold Laski a raison : « Etre disposé à admettre les opinions contraires; avoir le courage de réaliser que la vérité que peut posséder un homme (ou un groupe) n'est jamais à la taille de la vérité tout entière, ce sont là les plus rares vertus humaines. » — A.-V. JACQUET.

NORD

Allons-nous laisser démolir la C.G.T.

Les syndicalistes qui ont milité dans la C.G.T.U. ou dans les organisations touchant de près le P.C. comprennent le danger que vous dénoncez chaque quinzaine dans la *R. P.*

Ici, sur le plan local, il est impossible à un syndicaliste de faire entendre sa voix. Un à un, d'une manière ou d'une autre, les quelques camarades qui n'approuvaient pas la politique stalinienne furent éliminés de la commission syndicale. Comme dans bien d'autres localités, la fraction n'a jamais cessé d'exister et en fait, c'est le P.C. qui a toujours dirigé le syndicat. On ne se gêne pas pour faire des discours communistes dans les assemblées générales. On ne se gêne pas pour dire que Legay est un vendu, que c'est le parti qui doit jouer le rôle dirigeant, etc. Et malheur au syndiqué qui, fort de son droit, voudrait faire du syndicalisme dans son syndicat. Aussitôt il serait dénoncé comme trotskyste, fasciste ou provocateur.

A Tourcoing, il existe toujours deux syndicats du textile, l'un dirigé par les socialistes, l'autre par les communistes. Si les politiciens tirent des avantages de cette situation, il n'en est pas de même des travailleurs. Que l'on fasse un tour dans les usines et l'on constatera que dans la plupart d'entre elles, les délégués ont disparu; chassés et souvent sans travail, car le consortium textile est plus fort que jamais. Depuis juin 1936, nous attendons toujours la première assemblée des délégués d'atelier.

A Roubaix, ce sont les socialistes qui dirigent et ils se défendent énergiquement contre la colonisation. Des élections pour le renouvellement de 1/3 de la commission viennent d'avoir lieu et les amicales socialistes ont réussi à faire éliminer tous les candidats communistes.

Mais dans tout ceci, que devient le syndicalisme?

D'un côté avec cette démagogie coutumière, l'on se sert des syndicats pour duper la classe ouvrière et la lancer dans les aventures que dictera Staline. De l'autre, avec la roublardise des vieux bonzes réformistes, on se sert du syndicalisme pour le mettre à la remorque d'un parti gouvernemental et faire adorer les chefs socialistes.

De cet état des choses, le syndicalisme a tout à perdre !

Mais le danger principal de l'heure actuelle, c'est la colonisation communiste. Celle-ci fait des progrès. Disposant d'un nombre imposant de militants de la base, abusés certes mais sincères et dévoués, étant passé maître dans l'art de la propagande et de la démagogie, le P.C. sait s'attirer la sympathie des syndiqués, des nouveaux surtout, qui n'ont jamais connu les méthodes et la vie de la C.G.T.U. Il a entre les mains la direction de pas mal de fédérations d'industrie, de la plus puissante U.D. et demain, il s'appropriera celle de la C.G.T.

Ceux qui ont milité dans la C.G.T.U., mieux que tout autre, voient le danger ! Ils savent que pour détruire une organisation, nos staliniens s'y connaissent.

Depuis la trahison de l'I.C., nous devons nous attendre à tout. L'unité s'est faite, sur l'ordre de Staline, dans un but intéressé. Pour sa politique il faut à Moscou des alliés puissants, or chacun sait que la France capitaliste en est un. Il faut donc renforcer la puissance de cet Etat capitaliste et nul n'ignore que la force de la bourgeoisie dépend de la faiblesse du prolétariat. Il faut donc affaiblir le prolétariat français en domestiquant sa principale force : la C.G.T., et en la détruisant si cela est nécessaire. Voilà le but.

Allons-nous laisser démolir la C.G.T. ? Non, j'espère, car il y a encore des syndicalistes, même dans les partis politiques.

Devant le danger, il faut faire l'union de toutes les forces vraiment syndicalistes. Depuis Toulouse, les fractions n'ont jamais cessé d'exister; nous voyons aujourd'hui les résultats. Défendons-nous donc, groupons-nous, non autour des différentes chapelles, mais autour du syndicalisme. Dans chaque région, dans chaque localité, il y a des camarades de bonne volonté. Etablissons entre eux une liaison durable, travaillons ensemble avec les mêmes mots d'ordre, les mêmes méthodes, vers le même but et nous sauverons le syndicalisme français de la faillite stalinienne.

J'espère que les camarades de la « R.P. », de « Syndicats », des Amicales, du Cercle syndicaliste comprendront la nécessité de cette union. Séparés, nous laissons le champ libre aux démolisseurs; unis, nous formerons le rempart inviolable du syndicalisme ! — LOUIS FARVACQUE.

SAVOIE

Un ordre du jour des techniciens d'Aix-les-Bains

Bien que ne mettant pas en cause la bonne volonté de la grande majorité des responsables fédéraux et confédéraux, ni les efforts que ceux-ci déploient, satisfaits tout spécialement du travail fourni par la Fédération des techniciens et par l'U.D. de la Savoie, le Syndicat des techniciens d'Aix-les-Bains estime que, devant les lenteurs des procédures d'arbitrage, l'impuissance de la C.G.T. à faire respecter les lois et décrets, apporte un discrédit profond à la cause du syndicalisme. Il craint que le recul continu devant la réaction patronale, si stratégique soit-il, n'aboutisse rapidement, par la démoralisation du monde du travail, au résultat que l'on cherche à éviter; il ne doute pas qu'une action d'ensemble et ferme pour la simple application de la législation existante, ne mette en échec la manœuvre d'ensemble patronale qui vise à détruire, le syndicalisme. Il estime, en outre, que l'esprit de conciliation que montre la C.G.T. devant les chantages de toute nature, qui ne tendent à rien de moins qu'à détruire dans le principe et dans les textes les lois sociales récentes, ne s'explique pas, alors que rien n'est obtenu pour empêcher les renvois abusifs de militants, les renvois massifs dans les industries en sous-production, les lockouts ou fermetures d'usines injustifiées, et que rien n'est fait pour utiliser la main-d'œuvre inemployée et donner des moyens honnêtes d'existence aux travailleurs de toutes conditions en chômage.

« LES AMIS DE PAUL DUSSAC »

Nous sommes contraints de renouveler notre appel, car à la fin juin il nous manquait 500 fr. pour régler la pension à Mme Paquier. Signalons, d'autre part, que Pierre Dussac va probablement partir passer les deux mois de vacances chez sa grand'mère, dans le Var, et que nous espérons lui avoir trouvé, pour son retour, l'emploi qui lui permettra de subvenir lui-même à ses besoins. Encore une fois, ceux de nos amis qui connaîtraient un poste dans un bureau nous rendraient service en nous le signalant.

Reçu du 20 au 30 juin : Camille Drevet, 100 fr.; Meyssonnier (Côtes-du-Nord) 20; Alfred Rosmer 50; Mougeot (Haute-Marne) 5; Marie-Rose Martinet 20; Solange et René Dumont 30. — Total : 225 francs. Listes précédentes : 1.877 francs. Recettes totales : 2.102 francs.

Dépenses (inchangé) 1.720 francs. En caisse : 382 francs. Reste dû sur pension à fin juin : 830 francs.

Envoyez votre obole à Chambelland, 3, place Séverine, Le Pré-St-Gervais (Seine). Compte chèque postal : 2.065-09, Paris.

Les provocations de M. Mandel

Provocateur sous Clemenceau à l'égard des politiciens qui gênaient son patron, — provocateur à l'égard des postiers lorsqu'il détenait dans un ministère de droite le portefeuille des Postes, — provocateur à l'égard du Japon maintenant qu'il a le portefeuille des Colonies dans un ministère de « gauche » (sic !), **tel est M. Mandel, provocateur né.**

Mais ses provocations d'aujourd'hui risquent d'avoir des conséquences beaucoup plus graves que celles d'hier et d'avant-hier. Elles conduisent droit à la guerre.

Lorsque, dès le lendemain de son arrivée au pouvoir, M. Jéroboam Rotschild, dit Mandel, faisait donner à la banque française, par le gouvernement chinois, la concession du chemin de fer de Nanning, en direction de Canton, c'était une première provocation à l'égard du Japon. La réponse ne se fit pas attendre. Les navires de guerre japonais patrouillèrent devant l'île chinoise d'Haïnan, proche de l'Indochine, et il fut question d'un débarquement. Celui-ci cependant n'eut pas lieu. Cette première provocation avait manqué son effet.

En conséquence, M. Jéroboam Rotschild récidive. Il fait maintenant occuper les îles Paracels, en pleine mer de Chine, à 400 kilomètres de la côte indo-chinoise, et à 300 kilomètres seulement de Haïnan. A quoi vise cette occupation ? A rien, si ce n'est à provoquer de nouveau le Japon; il s'agit d'amener le Japon à riposter en occupant Haïnan.

Car, avec l'occupation d'Haïnan, M. Mandel et son allié Staline sont tranquilles : on déclarera que l'occupation d'Haïnan « menace » la « sécurité » de l'Indochine ; on découvrira qu'elle est contraire à l' « esprit » du traité franco-japonais de 1917, et alors ce sera le casus belli, **l'excellent** casus belli, **celui qui pourra entraîner avec soi, sans coup férir, l'Angleterre, inquiète pour Hong-Kong, et sans doute aussi l'Amérique, rivale de toujours du Japon.**

Vive donc la guerre ! La guerre fraîche et joyeuse ! La grande guerre impérialiste, voulue et provoquée par les deux impérialismes franco-russes réconciliés.

R. Louzon.

Simple rappel

Le 25 juin 1913, le président de la République française, Poincaré, allait rendre visite au roi d'Angleterre afin de « resserrer, l'entente cordiale ».

Treize mois après, c'était la mobilisation et la guerre.

⁂

Le 17 juillet prochain, le roi d'Angleterre vient rendre visite au président de la République française afin de « resserrer l'amitié franco-britannique ».

A quand la mobilisation et la guerre?

Pour le respect du droit d'asile

Premier résultat

Le dernier train de décrets-lois a apporté une modification importante à l'abject décret sur les étrangers. Un nouveau décret spécifie que les étrangers qui « se trouvent dans l'impossibilité de quitter le territoire français », c'est-à-dire, pratiquement, les réfugiés politiques, ne pourront pas être expulsés, ou, plus précisément, que même s'ils sont expulsés, ils pourront ne pas quitter la France et n'encourront point de peines de ce chef.

C'est bien; et cela montre que l'action de tous ceux qui se sont dressés contre le décret abject commence à porter ses fruits.

Mais cela n'est pas suffisant.

Nombreux sont les étrangers qui ne sont pas à proprement parler des réfugiés politiques, et qui sont cependant expulsés uniquement pour raisons politiques : uniquement parce qu'ils sont d'opinions antifascistes. Pour ceux-là, la décret de mai dernier reste inchangé. On peut les expulser, les obliger à quitter la France, les frapper de peines considérables s'ils s'y refusent et condamner ceux qui leur donneraient asile. Or, pas plus pour eux que pour les réfugiés politiques nous n'acceptons cette scélératesse. « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions », affirme la « Déclaration des Droits de l'Homme » et « nul » signifie nul « homme », même l'« étranger ». L'antifasciste étranger, ainsi que tous ceux sur qui des rapports de police mensongers ont été établis, qui se trouvent expulsés par le fait du prince, sans avoir même eu la possibilité de se défendre, sont des honnêtes gens. Les honnêtes gens ne leur refuseront pas asile.

Affirmez votre refus d'obéir !

A la déclaration :

« ...Fidèles à cet exemple, les soussignés déclarent qu'ils ne tiendront personnellement aucun compte d'un décret-loi illégal, inhumain, contraire aux plus nobles traditions de notre pays. »

nous avons reçu les nouvelles adhésions suivantes :

Edouard BERTH; Yves BOURGEOIS, agrégé de l'Université; BROUSSAUDIER, agrégé de l'Université; L. BUREAU, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées; L. CARTIER; COUSIN, musicien; F. IZER, secrétaire du Syndicat des Services municipaux de Bordeaux; M. JASON, receveur des Postes; P. KERGOMARD, chef d'arrondissement aux chemins de fer; Odile LAURENT, secrétaire du Centre syndical de Nogent-sur-Marne; P. MADER, instituteur; MERENS, instituteur; Auguste MOUGEOT, plâtrier; NISARD, instituteur; PORTELATINE, instituteur; Jean PRUGNOT, du Syndicat des Agents des P.T.T.; J. VARESE, institutrice; Maurice WULLENS, instituteur.

⁂

N'hésitez pas, camarades, à adresser votre adhésion à cette déclaration, ou bien à la *R. P.*, ou bien à un quelconque des organes qui ont publié la déclaration, ou bien encore, directement, à Félicien Challaye, 55, rue Lamarck, Paris (18e), qui concentre toutes les signatures.

Il faut que s'affirme *massif* le refus d'obéir, le refus de se déshonorer.

Une excellente initiative.

Odile Laurent, secrétaire du Centre syndical de Nogent-sur-Marne, nous fait part d'une excellente initiative de la commission exécutive de ce Centre. Des listes ont été lancées parmi les syndiqués afin de recuelllir les adhésions de ceux qui refusent à se déshonorer.

Exemple à suivre.

Sur le chemin qui va de la civilisation vraie à la barbarie civilisée...

Relevons parmi les protestations contre le décret Sarraut adressées à *Solidarité Internationale Antifasciste* cette belle lettre de l'écrivain Luc Durtain :

Nous sommes habitués à voir, non seulement les lois, mais les décrets-lois et toute la lignée des règlements, tantôt nous prendre à la gorge, tantôt nous tendre des traquenards, tantôt nous happer au mollet.

Toutefois, jusqu'à présent, il ne s'agissait que de notre liberté. De nos libertés, si j'ose employer ce pluriel emphatique.

Cette fois, c'est de notre dignité même qu'il s'agit. De ce rudiment de consistance humaine que laissent encore à l'homme moderne de vieilles habitudes de pitié, de solidarité.

Le décret-loi, qui punit l'exercice du devoir d'asile à l'égard des réfugiés politiques, me semble une assez belle étape sur le chemin qui va de la civilisation vraie à la barbarie civilisée. Il est impossible de dissimuler l'admiration qui saisit l'esprit devant un texte qui ferait honneur à un « Traité de la castration civique ».



JOURNAUX • LIVRES, REVUES

LA NAISSANCE DU FASCISME, par **A. Rossi** (Un volume, Gallimard, éditeur).

Voici de la meilleure documentation, précise, détaillée, avec la volonté tendue de présenter, avant tout, des données de fait. Rossi dit : « C'est que pour nous, *définir le fascisme, c'est avant tout en écrire l'histoire.* »

Ainsi le mérite essentiel de cet ouvrage est d'être un tableau immense de la première phase du fascisme italien, présentant clairement les origines, les personnages, l'enchaînement des événements, découvrant des circonstances peu connues. Mais l'auteur ne s'est pas retranché peureusement derrière le simple exposé; il a voulu interpréter, déduire et, de cette façon, a ajouté des éléments nouveaux pour les recherches des révolutionnaires, avides de connaître pour mieux combattre.

L'auteur attribue un rôle énorme à l'activité des gros agrariens dans l'installation du fascisme. Mais quand il veut décrire la classe devenant, en fin de compte dominante, c'est à une autre couche de la population qu'il songe. Le mieux est de lui céder la parole sur ce point :

« Peut-on dire que l'économie fasciste soit un capitalisme d'Etat ? Malgré certaines apparences et certains éléments, nous ne le croyons pas. Dans le fascisme, l'Etat ne remplace pas simplement les capitalistes privés en tant qu'organisateur de l'économie, il leur impose surtout son plan politique. Le domaine propre du fascisme est celui de la *puissance* et non du *profit.* Bien entendu, le profit devrait un jour rejoindre la puissance, mais il y a entre ces deux termes un décalage de nature et de temps que la classe capitaliste *en tant que telle* ne saurait accepter ni surmonter si elle n'y était pas poussée.

C'est le rôle d'une *nouvelle classe politique* qui est le produit de l'évolution économique du fascisme et qui, à son tour, réagit sur cette évolution en la poussant jusqu'à ses dernières conséquences. De cette nouvelle classe politique, le prolétariat en tant que tel est totalement exclu. La préparation à la guerre peut réduire relativement le chômage, favoriser certaines catégories d'ouvriers, mais elle n'est possible, sur le plan de l'autarchie, qu'en sacrifiant le niveau de vie de la classe ouvrière prise dans son ensemble. Et parce qu'elle entraîne une forte concentration de force à la campagne la production des céréales et les cultures industrielles, une partie des classes moyennes urbaines et toutes la classe moyenne rurale en sont plus ou moins ruinées. Par la concentration croissante des industries, par le monopole du commerce extérieur, par l'imposition des prix et les formes multiples d'intervention de l'Etat, les petits et moyens industriels, les petits commerçants, les petits cultivateurs sont éliminés ou sacrifiés.

« Par contre, cette partie des classes moyennes urbaines qui ne joue pas de rôle direct dans la production profite sensiblement du régime et s'y taille une part considérable. Elle pénètre dans le régime par tous les pores, et occupe de nombreuses places dans la direction du parti, de la milice, des syndicats, dans les vieilles et dans les nouvelles institutions de l'Etat. Elle contribue à la formation de *cette immense bureaucratie fasciste qui est aujourd'hui la classe politique dirigeante du pays.* En gros, on pourrait dire que cette classe nouvelle est le fruit d'un compromis entre les capitalistes et la petite et la moyenne bourgeoisie urbaine. La composition est pourtant plus variée, car on y trouve aussi des chefs de l'armée et des membres de l'aristocratie: mais les *homines novi* y sont en majorité et arrivent à imposer leur esprit fait de nationalisme exaspéré et de statolâtrie aussi conforme à leur « idéologie » qu'à leurs intérêts. Cette nouvelle classe dirigeante vit du régime, se livre souvent à une curée éhontée, dissimule facilement des fortunes, exploite et rançonne, mais elle n'occupe pas, en tant que telle, une place déterminée dans la vie économique; même lorsqu'il devient propriétaire foncier ou capitaliste, le nouveau dirigeant fasciste continue à tirer le meilleur de ses ressources du monopole politique qu'il s'est assuré et de l'inflation continuelle de l'appareil de l'Etat à laquelle il pousse de toutes ses forces. »

Cette caractéristique demande par endroits, et surtout en ce qui concerne le rôle « indirect » dans la production, à être sérieusement précisée; mais comment, devant cette première approximation, ne pas songer à la similitude de cette classe et de celle qui, suivant les ouvrages d'Yvon et de Ciliga, domine en Russie qu'on l'appelle « intelligentsia » ou « bureaucratie » peu importe ? Comment ne pas se souvenir de cette parole de Mussolini, citée par Rossi, et prononcée en 1921 : « Moi, qui repousse tous les bolchevismes, si j'étais forcé d'en choisir un, je prendrais celui de Moscou et de Lénine, ne fût-ce que parce que ses proportions sont gigantesques, barbares, universelles... »

Il est par contre un point sur lequel le livre de Rossi doit soulever l'opposition formelle de tous les prolétaires lutte de classe. Parlant de la situation créée après l'échec de la grève générale d'août 1922, l'auteur affirme : « Ce qu'il aurait fallu, c'est opposer au fascisme, non pas le simple antifascisme, mais la Nation elle-même. »

Nulle part Rossi n'explique s'il donne à ce mot de « Nation » un sens nouveau quelconque qui mériterait un examen attentif; alors ce terme ne peut rester qu'un slogan trompeur couvrant la collaboration des classes; c'est pour ne pas s'en être aperçu à temps, pour avoir toléré à la tête de ses organisations des hommes, qui, malgré leur phraséologie ronflante, en étaient imbus que le prolétariat d'Italie fut vaincu. Puissent les ouvriers de France retenir cette leçon!

L. NICOLAS.

Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e). 



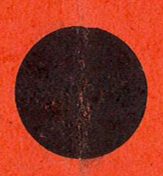
Le gérant : M. CHAMBELLAND.

Une merveille d'art qui est un document

31 ESTAMPES DE SIM

Magnifique album édité par la F.A.I. sur la Révolution espagnole du 19 juillet 36

En vente aux bureaux de la *R. P.* Prix : 10 francs; franco : 13 francs



Sont également en vente à la « R. P. » :

BORIS SOUVARINE : **Cauchemar en U.R.S.S.** .... 2.—

GROUPE INTERNATIONAL (marxistes-léninistes) : **De la Révolution de Lénine à la contre-révolution de Staline** 2.50

ANNE DARBOIS : **Pourquoi j'ai quitté « Nouvel âge »** .... 5.—

JOAQUIN MAURIN : **Révolution et contre-révolution en Espagne** 15.—

DANIEL GUERIN : **Fascisme et grand capital** .... 18.—

ALFRED ROSMER : **Le mouvement ouvrier pendant la guerre** .... 36.—

Ainsi que les éditions de la « R. P. » :

YVON : **Ce qu'est devenue la Révolution russe** 2.50

HORRABIN : **Précis de géographie économique** .... 9.—

LOUZON : **L'économie capitaliste** .... 12.—

CHAMBELLAND : **Le statut moderne du travail** 0.50